No 12 – Du 18 aout au 31 aout 1977

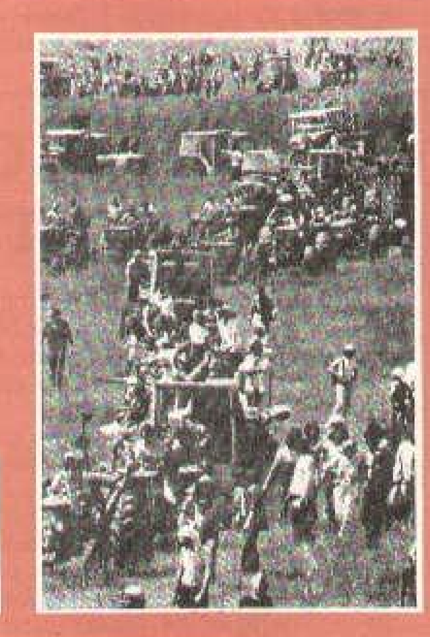
3 F

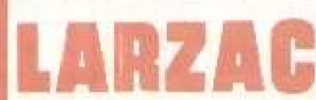
l'Humanité Rouge

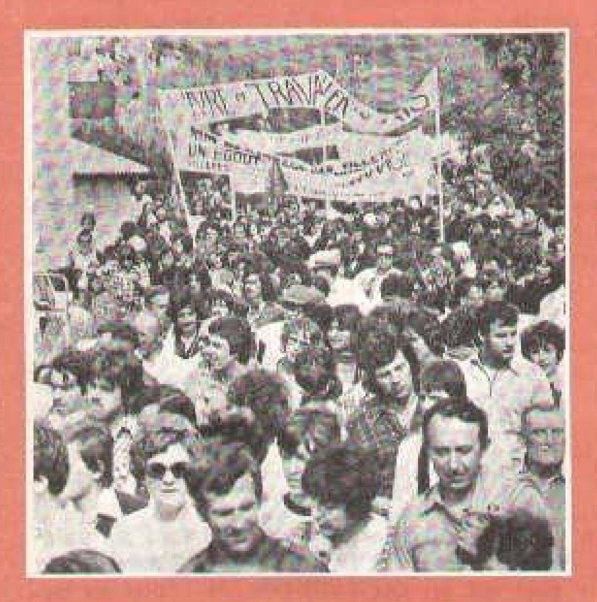
BIMENSUEL

Supplément à l'HR No 717

UN ETE DE LUTTE







NAUSSAC



LIP



Les lecteurs ont la parole

Un lecteur de Rennes, lecteur du quotidien et du bi-mensuel nous écrit une longue lettre pour apporter sa contribution à la vie des 2 journaux.

Nous y reviendrons dans le prochain numéro pour faire le point sur l'enquête lancée dans le No 10 du bi-mensuel.

A propos de la souscription, notre lecteur indique entre autre : *«A mon avis, "nous devons compter sur nos propres forces". En aucun cas, sur le plan financier, les journaux HR et autres ne doivent servir de panneaux publicitaires à la classe dominante. Je suis très heureux de voir que nous allons revenir à l'ancienne forme de souscription permanente».*

UN SUCCES A MEDITER

Il y a quelques mois, des camarades d'Annecy décidaient de mettre le quotidien et le bimensuel à la table de lecture d'une MJC, intéressante dans la mesure où de nombreux travailleurs viennent manger à son snack.

L'Humanité rouge était enfouie sous une pile impressionnante de journaux de toute tendance, notamment des revues vantant les charmes du fascisme en URSS et en Pologne.

De ce fait, on pouvait légitimement se demander si la presse marxiste-léniniste n'était pas noyée sous une avalanche de journaux réactionnaires et s'il était bien utile de continuer de fournir cette table de lecture.

Or, récemment, la direction de la MJC faisait distribuer un questionnaire d'enquête pour connaitre les titres des journaux les plus lus. Bien que rempli par de nombreuses personnes, le silence le plus complet fut établi autour de ce questionnaire : aucun résultat n'était publié !

Trouvant cela bizarre, un camarade va demander au directeur de la MJC pourquoi ces résultats se faisaient tant attendre et, à force de le harceler de questions... il apprend que l'Humanité rouge est un des titres qui arrive en tête du questionnaire ! eh oui ! l'Humanité rouge était même classé avant certains quotidiens à grand tirage, dont l'Humanité et les journaux du PC !

Le directeur, un révisionniste bien connu pour sa hantise et sa gaine des «maoistes» n'a pu que constater — très amèrement — le succès que rencontre la presse marxiste-léniniste et, la mort dans l'âme, fut contraint de déclarer que la MJC contracterait un abonnement dès la rentrée.

Correspondant HR Annecy

DEMANDE DE CONTACT

Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

Parce que je désire participer à l'edification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom ....

Prénom ....

Adresse ....

Signature ....

Un lecteur de Gardanne : *«Dans le No 9, on annonce en couverture un truc sur le nucléaire, à l'intérieur on ne trouve qu'un édito sur la question, mettez-vous à la place de quelqu'un qui nous l'achète dans une vente militante uniquement parce que le nucléaire l'intéresse, c'est sûr que la vente d'après il ne nous le reprendra pas (...)*

»En dernière page, chaque quinzaine, vous abordez un point d'histoire et je vous en félicite, c'est à mon avis de première importance, mais le même problème se pose : le peu de place dont dispose le rédacteur fait que l'événement est insuffisamment vu et que la conclusion, souvent partie la plus importante, est bâclée en quelques lignes ou en une formule».

Sur le premier point la critique est tout à fait juste et nous en prenons acte. En ce qui concerne la deuxième question, le problème posé est en fait celui de la nécessité d'un organe théorique permettant d'analyser plus à fond un certain nombre de questions. Aussi nous annonçons la reparution, dés octobre, de la revue «Prolétariat».

Une lectrice élève-infirmière de l'Indre :

«Je voudrais faire part d'une critique qui est aussi une suggestion.

»Dans le dernier bi-mensuel (No 10), à propos de la lutte des élèves-infirmières, vous écrivez que, lors de la coordination organisée par les élèves, il y a eu des "manœuvres d'une secte trotskiste". Il me semble important que soit précisé la nature de ces manœuvres et quelle est avec précision la secte en question».

Cette remarque est tout à fait judicieuse. Elle met le doigt sur la faiblesse de l'argumentation que l'on trouve quelquefois dans les correspondances ou articles. En effet, pour convaincre, il faut argumenter.

Des lecteurs de Bretagne nous écrivent pour critiquer les «notes de lecture» du No 10, traitant de la Bretagne. Ces critiques seront communiquées au camarade qui avait rédigé ces notes pour un examen plus approfondi.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Un jeune lecteur nous écrit : «J'ai été intérimaire à l'Humanité», ou comment on exploite les travailleurs dans les entreprises du PCF (pages 8-9).



Interview d'un dirigeant du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine (pages 12-13)



Les plate-formes CGT-CFDT : «Retroussez vos manches» (pages 23-24)

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 La Source
Commission paritaire n° 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Évelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquette et illustration* : Alexis Vert et Jean Luc Boyer. *Dessinateurs* : Silvestre et Lucha. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La nouvelle*. Directrice de publication : Suzanne Marty.

MALVILLE

Les habitants racontent...

Rafles et ratonnades

De notre envoyé spécial

Jusqu'au soir les gardes-mobiles et les CRS n'avaient procédé à aucune arrestation. Mais le pouvoir s'est sans doute aperçu de la lacune. Ne fallait-il pas arrêter des manifestants et si possible des Allemands qu'il a dénommé «agitateurs étrangers» pour leur faire endosser la responsabilité des violences. C'est à Morestel où campaient beaucoup d'Allemands que se déchaîna le plus la violence policière.

Des ordres transmis aux flics par radio ont été entendus et enregistrés. Ils étaient formels : saccager le maximum de voitures allemandes !

'Deux escadrons de gendarmes- mobiles ont ratissé la ville, se livrant à de véritables ratonnades, traquant les Allemands, cassant systématiquement les pare-brise, et crevant les pneus des véhicules de marque allemande. *«A 20 h 20, raconte un ancien résistant, qui a témoigné au procès de Bourgoin, au quartier de l'église, nous avons vu déboucher des gens sauvages qui tiraient sur tout ce qui bougeait. Ils ont même lancé une grenade dans une cour fermée où jouaient deux enfants.»*

Une jeune femme explique «nous roulions vers Morestel quand la circulation a stoppé. J'ai vu 10 policiers qui poussaient un jeune à coup de crosses. Quand certains d'entre nous ont voulu descendre de voiture, ils se sont fait frapper à coup de crosses et se sont fait traiter de «sales rouges».

Des gens qui ont téléphoné alors à la gendarmerie de Morestel se sont entendu répondre *«si vous sortez des maisons, c'est à vos risques et périls»*. Et pourtant dans cette petite ville littéralement occupée par les gendarmes, il s'est trouvé de nombreux habitants pour recueillir et héberger des manifestants. Des habitants sont même venus courageusement à l'aide de communes et de villages voisins. L'un d'eux, conduisant une 404, a forcé à plusieurs reprises des barrages pour conduire de jeunes Allemands à l'abri.

Cette même nuit des rafles avaient lieu à Bourgoin, à la Tour du Pin etc.. à des dizaines de kilomètres à la **ronde. Le long de la RN** 75, c'était la chasse aux automobilistes allemands.

Voilà comment s'y est pris le pouvoir pour procéder à des arrestations soi-disant en flagrant-délit, plusieurs heures après la manifestation.



Villages occupés par les CRS

Les CRS ont été amenés une semaine avant la marche et ont aussitôt quadrillé la zone du «périmètre interdit» par le préfet (environ 6 villages). Toutes les allées et venues étaient contrôlées, les voitures fouillées.

Une habitante de Faverge nous raconte :

«Le village était coupé par des barrages avec du barbelé comme pendant la guerre. Les CRS patrouillaient avec leurs fusils (c'était comme sous l'occupation). Ma fille leur a dit carrément : ça ne vous fait pas honte de vous promener avec des fusils ? Ça me rappelle les SS qui ont tué mon père pendant le maquis. Ma belle-fille, comme plusieurs autres, a refusé d'aller prendre un laisser-passer à la mairie ; elle a dit : je passerai quand même».

Plus loin, un habitant explique :

«Pour ceux qui travaillaient dans les usines aux alentours, c'était un vrai cinéma. Le vendredi midi, les CRS ont coupé avec du gravier le pont de Briord, on a eu beau gueuler, il n'y a rien eu à faire ; et il a fallu passer par celui de Sault-Brenaz, 3 km plus haut, et à 14 h, quand on est retourné au boulot, on a été bloqué là aussi pendant 2 h. On a tous décidé de déduire de la prochaine facture EDF le manque à gagner».

Le 1er habitant du village de Faverge qui a lutté contre Super-Phénix est conseiller municipal. Il nous raconte :

«Nos gosses (9, 11 et 14 ans) ont été arrêtés par les CRS alors qu'ils rentraient à la maison. Ils ont été fouillés, mains en l'air, canon de la mitraillette contre le ventre.

»Le préfet Jannin avait essayé d'offrir les jeunes manifestants allemands à la vindicte de la population mais pour les habitants, il n'y a pas de doute que les nouveaux SS, c'était les CRS et ils ont été nombreux dans la région à cacher et protéger les jeunes Allemands».

Les responsables de la violence

La mort de Vital Michalon n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Certes, ce n'est pas tous les jours que les flics assassinent un manifestant. Mais le meurtre de Malville n'est que le prolongement d'une violence antipopulaire continuelle qui prend différents aspects et qui est aussi ancienne que le régime capitaliste lui-même.

N'est-ce pas aussi de la violence que cette répression qui va de la brimade raciste à l'expulsion en passant par les contrôles et matraquages à l'égard de nos frères et sœurs immigrés ? N'est-ce pas de la violence que ce million et demi de chômeurs et chômeuses dont beaucoup vivent misérablement, dans l'angoisse du lendemain et dont certains poussés par le désespoir vont jusqu'à se suicider ? N'est-ce pas de la violence les agressions policières répétées et de plus en plus fréquentes contre des piquets de grève, des ouvriers occupant leur usine ou des manifestants ?

N'est-ce pas de la violence les emprisonnements ou condamnations diverses contre des paysans, des ouvriers qui ont riposté à la brutalité policière ou à l'arbitraire du gouvernement comme dernièrement au Pellerin (près de Nantes) après des manifestations contre l'installation d'une centrale nucléaire ? Enfin, rappelons-nous l'assassinat de Gilles Tautin, des ouvriers Beylot et Blanchet en mai-juin 1968 par les flics, l'assassinat de Pierre Overney, ouvrier révolutionnaire à Renault en 1972, par un garde patronal, l'assassinat de Marc Lanvin pendant un collage d'affiches par le SAC, l'assassinat de Mohamed Diab dans un commissariat à Versailles, l'assassinat de patriotes palestiniens comme Mahmoud Hamchari ou Mahmoud Saleh, l'assassinat de l'ouvrier Pierre Maitre par la CFT à Reims.

Et les assassins courent toujours, ou ont été mis en liberté, la CFT et le SAC continuent à avoir pignon sur rue... Les patrons responsables d'accidents du travail mortels et coupables d'infractions et négligences graves continuent à empocher leurs profits en toute liberté...

Voilà la réalité que veut masquer la bourgeoisie : la violence réactionnaire c'est le pain quotidien pour le peuple. La démocratie capitaliste, c'est la répression, l'oppression, c'est la dictature du capital sur les masses populaires.

Voilà ce que voudrait dissimuler la presse bourgeoise parmi laquelle l'«Humanité» du PCF, eux qui parlent de violence, comme si quelques extrémistes étaient responsables, comme si la violence tombait du ciel et comme s'il n'y avait pas deux sortes de violence, celle des exploiteurs et celle des exploités.

Les piquets de grève, les occupations d'usines sont aussi une forme de violence, mais une violence de masse qui sert les opprimés, les exploités pour faire entendre leur voix, pour riposter aux attaques qu'ils subissent, pour défendre leur droit au travail et vivre décemment. Ces actions-là nous les soutenons et les encourageons. Elles servent les intérêts du peuple, elles sont une juste riposte de classe et de masse à la violence des bourgeois. Les ouvriers sont en légitime défense dans cette société de riches et d'exploiteurs, s'ils ne recouraient pas à certaines formes de violence de masse, ils seraient condamnés à vivre toujours à genoux, à subir le joug toujours plus féroce des bourgeois et de leurs bandes armées. Quand, pour obtenir la réintégration de deux délégués licenciés, il faut payer de sa vie comme Pierre Maitre, tous les ouvriers comprennent que pour obtenir leur libération et celles des autres exploités, pour renverser le capitalisme il faudra bien autre chose que des bulletins de vote ou même la grève générale. Ils comprennent que renoncer aux formes de luttes tels les piquets de grève aujourd'hui, c'est donner raison à la bourgeoisie et capituler devant la terreur fasciste et policière.

Voilà pourquoi nous, marxistes-léninistes, nous ne sommes pas partisans de la violence pour la violence ou de la violence individuelle, mais partisans de la riposte organisée des masses, violente ou non violente suivant les cas.

Ouvrier, employé, étudiant révolutionnaire, rejoins les communistes marxistes-léninistes de France pour mener le combat classe contre classe contre la bourgeoisie et tous ses représentants, contre la misère et le chômage, contre la violence réactionnaire, pour la révolution prolétarienne.

Guy LEBRETON

PROCES DE BOURGOIN

AUX ORDRES DU POUVOIR



A Paris, le 5 août, 2 000 manifestants protestent contre la répression et la justice bourgeoise. (photo HR)

Une mascarade de justice : voilà le sentiment qu'on éprouvait à assister pendant 25 heures à ce procès. Les 12 prévenus ont tous eu une attitude courageuse et sans nul doute, la présence d'une cinquantaine de camarades dans la salle et plus de mille autres dehors dont ils entendaient le soutien, les a aidés. Ils ont tous expliqué plus ou moins longuement pourquoi ils avaient estimé de leur devoir de répondre à l'appel des comités de Malville et de marcher avec les autres sur Super-Phénix. Plusieurs ont dénoncé les mauvais traitements dont ils avaient été l'objet avant de reconnaitre des tortionnaires parmi les gendarmes témoins à charge.

Si le procès a duré si longtemps c'est que le juge Mennent, aussi habile que paternaliste, a tenté d'effacer l'arbitraire du «flagrant délit» et de redorer le blason de la «justice» en laissant la défense interroger à loisir les témoins.

Les 22 gendarmes qui se sont succédés à la barre pendant 6 heures «reconnaissaient leurs assaillants», n'ont pas toujours eu la partie facile. Plusieurs furent dénoncés comme ayant été des tortionnaires. L'un s'est vu obligé d'avouer qu'il avait «reconnu» à la caserne de Bourgoin *«ceux qui ressemblaient le plus à ceux qu'il avait vu sur les lieux»*. Au bout de quelque temps, un avocat s'est aperçu que des gendarmes qui avaient déposé, allaient dans la salle pour donner des indications aux suivants afin de leur permettre de «reconnaitre» leur inculpé. Un huissier resta alors de garde devant la pièce des témoins pour empêcher cela, alors que les prévenus changeaient de place et d'habit. Les derniers gendarmes eurent alors beaucoup de mal à les reconnaitre et plusieurs se trompèrent par rapport à leur déposition antérieure.

Plusieurs témoins de la défense déclarèrent être restés en permanence avec les accusés pendant la manifestation, ce qui donnait un alibi à ces derniers par rapport à leur participation aux affrontements. Mais après 2 heures de délibération, les juges allaient montrer que c'est aux gendarmes qu'ils donnaient leur confiance en condamnant à 6 mois, dont 3 fermes, 3 des prévenus (2 Allemands et un Français) et à 3 mois, dont un ferme, pour 3 autres.

La « justice» tentait ainsi, à la demande du pouvoir de rendre responsables des violences quelques «meneurs» . Lucien 29 ans s'est alors levé pour déclarer : *«La justice française a prouvé qu'elle est une justice de classe; je n'accepte pas ce jugement politique»* .

Soutien aux inculpés

2 à 3000 manifestants se sont rassemblés samedi matin sur la place de l'église à Bourgoin. Ils ont écouté toute la journée le compte-rendu du procès retransmis par haut-parleur. Plusieurs centaines d'entre eux ont campé là toute la nuit. Le lendemain matin ils étaient près d'un millier à attendre le verdict, scandant : *«Libérez nos camarades»*. A l'annonce du verdict, un représentant de la coordination Malville a déclaré avec indignation : *«ils ont assassiné un des nôtres, ils ont mutilé des camarades, et maintenant c'est encore l'un des nôtres qu'ils condamnent»* .

Les manifestants ont défilé dans les rues de Bourgoin sous le regard et parfois les applaudissements des habitants, scandant *«flics, fascistes assassins»*, *«justice pourrie, ils ont condamné nos camarades»*, «assassinats, mutilations, faux témoignages : c'est les flics qu'il faut inculper» et «libérez nos camarades».

Jean NESTOR

Sévices et tortures

19 des personnes interpellées ont été placées en garde-à-vue dans les casernes de Bourgoin. Comme par hasard, ce sont des gardes-mobiles ayant participé aux combats qui ont assuré cette garde. Plusieurs des jeunes arrêtés ont dénoncé au tribunal les mauvais traitements dont ils ont été l'objet. Voici ce que raconte Konrad Hinderberger, jeune Allemand de 24 ans : «On *nous a faits rentrer dans la caserne et c'est là qu'on nous a battus pour la première fois au visage. Je suis entré dans une pièce plus grande où les gendarmes m'ont obligé à m'agenouiller de façon dégradante. Pendant deux heures, on nous a obligés à rester assis dans une position inchangée jambes allongées et mains tendues. Quand nous essayions de changer de position les mains ou les pieds, nous étions battus sur les parties du corps que nous bougions. Pour se rendre à l'interrogatoire ou aller à la fenêtre, on nous faisait mettre les mains sur la nuque. Tout cela dans une atmosphère de terreur. Je fus poussé et battu, tiré par les cheveux et sorti à la fenêtre pour être montré aux gendarmes qui se moquaient de nous»*.

Jager, un autre Allemand dira : *«Pendant l'identification, on nous mettait nus. On me montrait ainsi aux gendarmes qui se moquaient de moi»*.

Ce sont les gendarmes responsables de ces sévices qui ont «reconnu» certains des jeunes gens arrêtés comme ayant été leurs assaillants lors des combats de Faverge. Ce sont eux qui ont été leurs témoins à charge (!).

APRES MALVILLE

Parmi la meute...



«Plutôt que la violence, le débat et le contrôle démocratique sur le nucléaire s'imposent», «Tension entretenue» ou encore «Tension organisée», et finalement «Une heure contre la violence», voilà les titres que l'on a pu lire ces derniéres semaines dans le journal révisionniste «L'Humanité».

Evidemment, tous ces titres se rapportaient à un événement, celui de Malville, où les mercenaires de l'Etat capitaliste devaient assassiner un manifestant et en blesser une centaine d'autres.

Pour les dirigeants du faux Parti communiste français, toute violence est à bannir, d'où qu'elle vienne et quel que soit son contenu. Autrement dit, en ce qui concerne Malville, les manifestants portent la principale responsabilité des incidents puisque, selon leur logique, rien ne serait arrivé si les manifestants n'avaient pas manifesté.

Les dirigeants du PCF suivent la même ligne que pour l'assassinat de Pierre Overney il y a cinq ans, ou celui d'Emile Pouytes dans le Midi viticole. D'ailleurs il faut se reporter à l'Humanité du 5 août à la page 3, où dans un article consacré à Malville est cité abondamment le colonel de gendarmerie responsable de l'Isère qui explique que Vital Michalon a certainement été tué par l'explosion d'un engin du type «cocktail molotov». Autrement dit, encore, il s'agit de blanchir les forces de l'ordre bourgeois et de rejeter l'entière responsabilité de la violence sur les manifestants.

Dans l'«Humanité» du 6 août, à propos de Naussac, le plumitif écrit : «Tout est prêt pour de nouvelles provocations» et plus loin : «Ces actions nihilistes sont prétextes à de sérieuses provocations». Les paysans de Naussac qui luttent pour rester sur leurs terres apprécieront. Malheureusement pour les dirigeants du PCF, les paysans de Naussac avaient organisé sérieusement le rassemblement de telle sorte que les événements prédits qui servaient de justification pour s'opposer à la tenue de la marche ne se sont pas produits.

Mais constants dans sa ligne politique réactionnaire, le PCF devait être à la source d'une soi-disant grève d'une heure à l'EDF pour s'opposer à la «violence». Cette grève a été un fiasco. Le comité Malville a répondu à cette «initiative» dans un communiqué où il est déclaré «qu'au moment où des militants antinucléaires ont été tués ou mutilés et d'autres emprisonnés, les directions syndicales n'ont qu'un souci : accréditer la thèse du pouvoir visant à attribuer la responsabilité des affrontements sanglants de Malville à des provocateurs... La grève tente de faire croire que ce sont les travailleurs de l'EDF qui sont visés par la mobilisation antinucléaire.»

En pratiquant l'amalgamme, en voulant jeter la confusion dans les esprits, en s'opposant à la violence en général et donc à la violence organisée des travailleurs des villes et des campagnes, la direction de ce faux parti communiste montre clairement à tous dans quel camp elle situe sa politique : dans celui de la bourgeoisie et de son maintien au pouvoir par tous les moyens.

Lucien Nouveau

«J'ai été intérimaire à l'Huma»

Nous avons reçu une lettre d'un lecteur étudiant de la région parisienne. Se présentant pour un travail intérimaire à l'agence Bis, on lui proposa de travailler à la SGP, c'est-à-dire au journal «l'Humanité». Il nous relate ci-dessous son expérience, nous livrant une foule de faits particulièrement révélateurs et édifiants. Ce qu'il raconte montre, à l'aide d'exemples vécus, l'oppression et l'exploitation capitalistes subies par les travailleurs dans les entreprises du PCF.

Ce genre de révélations est très précieux pour étayer concrètement notre position sur la dégénérescence totale du PCF et convaincre ceux qu'il trompe encore

«Qu'un parti qui se dit «communiste» emploie au siège de son organe central des intérimaires alors qu'il se dit le champion de la lutte contre le chômage et vocifère après ces mêmes boites d'intérim comme outils de l'impérialisme américain, voilà de quoi surprendre.

Quoi que ne me faisant aucune illusion sur la manière d'agir du PCF, je voulais cependant mettre de côté les préjugés que je pouvais avoir en entrant à l'«Humanité», de manière à pouvoir juger sur des faits ce qu'il en était réellement.

Champion de l'intérim

Tout d'abord, je me rends rapidement compte que j'étais loin d'être le seul intérimaire pareillement embauché. Beaucoup travaillent pour des contrats de longue durée (3 mois maximum) que les services de l'«Humanité» se chargent de renouveler insidieusement. C'est facile puisqu'il y a 3 sociétés dans les locaux du journal du PCF :

— SGP : société qui a pour mission d'imprimer l'«Humanité» ainsi que les autres publications du PC, locales ou nationales : «La Terre», «France-Nouvelle», l'«Humanité-Dimanche», et le torchon fasciste «Spécial-Dernières», torchon du style «Ici-Paris» ou «Minute».

Que ce torchon soit imprimé par l'«Humanité» ne gène pas du tout les nombreux dirigeants qui y travaillent (...) Or imprimer un pareil torchon, n'est-ce pas lui donner les moyens d'exister ?

— Une autre société est une agence de publicité.

— la 3e et dernière société est, bien sûr, l'«Humanité» elle-même, c'est-à-dire le journal avec ses rédacteurs, journalistes, photographes... et personnel de service.

Pour employer de manière continue les intérimaires, il suffit donc à l'«Humanité» de modifier le nom de la société qui les embauche, tous les 3 mois, et le tour est joué. Quelques intérimaires de «France-Structure» sont là depuis un an et demi.

Mais pourquoi embaucher tous ces travailleurs en intérim :

A l'«Humanité», on refait les locaux. A grande société, grand standing. L'entrée de l'«Humanité» c'est désormais les tours de la Défense, ultra-moderne. Les révisionnistes ont le goût du grand, souvent aux dépens des habitants des quartiers voisins (rappelons-nous les expulsions de la place du Colonel Fabien pour construire le siège central du PCF).

Certaines entreprises qui travaillent à cette modernisation sont là depuis plus de deux ans. On est bien obligé de croire que le PCF a beaucoup d'argent, comme tous les partis bourgeois, pour en consacrer autant au confort de ses pontes et de ses propagandistes.



En mars 77, les patrons des Éditions Vaillant licencient 8 journalistes. Syndiqués à la CGT, ceux-ci occupent : ils sont expulsés par une bande de nervis armés de barres de fer. Les patrons de Vaillant, c'est le PCF.

Une autre surprise, c'est la durée de la journée de travail pour les ouvriers employés par l'«Humanité» pour les travaux qui saliraient les mains des nouveaux bourgeois : 9 h.

Pour le PCF, l'exploitation a du bon

Embauche d'intérimaires, 45 h par semaine dans un lieu où l'on se fait l'écho de la revendication lancée par la CGT «35 h, c'est du boulot pour les chômeurs». Il y a beaucoup de travail à l'«Humanité» mais ça n'embauche pas. Comme dans n'importe quelle entreprise capitaliste ! Selon les propres dires des pontes PCF qui y travaillent, «les intérimaires, c'est mieux parce qu'ici, il n'y a du boulot que pour quelque temps, après on en n'a plus besoin». Bref, quand on en n'a plus besoin de ces travailleurs, on s'en débarrasse. Belle logique de capitaliste !

A l'«Humanité», c'est cette logique-là qui triomphe. Ainsi dans les conditions de travail : l'un des ouvriers qui travaillait avec moi et qui est un responsable local (à Pantin, je crois) comparait l'entreprise «l'Humanité» à l'armée parce que les contrordres s'y succèdent de manière permanente. N'est-ce pas particulièrement clair ?

Le mépris des travailleurs manuels et des femmes

La différence, comme dans n'importe quelle entreprise capitaliste, est très marquée entre les manuels (je déménageais les meubles, les bureaux, bibliothèques avec quelques ouvriers) et les intellectuels, ceux qui sont dans les bureaux (journalistes...). Une simple anecdote : Gaudard, responsable de la rubrique «économie» dans les colonnes de l'«Humanité» ne pouvait pas changer son bureau de place tout seul, il fallait le faire pour lui, il regardait et commandait l'exécution !

Aucun contact entre les uns et les autres, sinon que les uns et les autres s'appelent «camarades» ! Ailleurs, le patron dira : «Dupont, donnez un coup de balai dans mon bureau». Au siège de l'organe central du PCF, les pontes disent : «Camarade, tu serais sympa de donner un coup de balai dans mon bureau». Le résultat est le même. Trime et sois un camarade ! C'est la logique de la gauche au pouvoir, sans doute !

A l'«Humanité», comme partout en France, ceux qui travaillent avec leurs mains sont les bonniches de ceux qui pensent, les uns servent les autres, l'exploitation est toujours là. Sur les rapports homme/femme, point n'est besoin de longs commentaires, il suffit de lire le poème suivant, publié dans le journal du Comité d'entreprise de l'«Humanité», «La Feuille» No 3, poème intitulé : «Engagez-vous dans les HH» (hôtesses-Huma).

Extraits :
Chevelures brunes ou blondes tresses,
Mèches rousses aux reflets d'automne,
Surplombant vos traits de madones...
On vous verrait bien en hôtesses.
Ce n'est pas qu'on en ait ras-le-bol
De voir la tête de nos amis
Mais, avouez que ça serait gentil
D'avoir des «nanas» dans le hall

C'est signé A. Derau (rédacteur)

Dernier élément, la cantine. Le resto d'entreprise est ouvert à tous les employés de l'«Humanité» pour 9 F plus boisson, ce qui est déjà assez cher par rapport à certaines boites, d'après certains ouvriers intérimaires avec lesquels je bossais, mais en plus, les travailleurs des entreprises extérieures travaillant à l'«Humanité» (maçons, peintres ou électriciens) doivent payer 15 F pour pouvoir manger le midi, ce qui provoque quelques heurts avec les gens de l'«Humanité». Alors, ils repartent bien souvent manger sur le pouce, dans un coin, là où ils travaillent, dans une mi-obscurité, la poussière et la chaleur. Parmi ces travailleurs-là, il y avait une proportion importante (sans doute la majorité) d'immigrés.

Voilà de quoi j'ai pu me rendre compte en travaillant près de 3 semaines à l'«Humanité» et que je tenais à communiquer à l'«Humanité rouge».

A chaque lecteur d'apporter sa contibution pour l'amélioration de notre journal, voici la mienne».



Le 9 octobre 1969, la CGT signait un accord avec Manpower où elle déclarait : *«Le travail temporaire est reconnu comme une nécessité de la société contemporaine. Son utilisation répond aux besoins passagers de la main d'œuvre des entreprises»*. La «Vie Ouvrière», organe de la CGT, a qualifié cet accord *«d'exemplaire»* allant jusqu'à faire de la publicité pour le négrier Manpower. Rien d'étonnant donc si les entreprises du PCF emploient leurs propres intérimaires. Notons que cet accord avait suscité des remous à l'intérieur de la CGT, le responsable fédéral de l'époque s'y étant opposé.



Nationalisations

UNE BATAILLE DE CHARLATANS

La réactualisation du Programme commun n'a pas empêché que subistent les divergences entre PCF et PS. Les dirigeants du PCF, comme à l'accoutumée, veulent se faire passer pour les *«meilleurs»* : pour cela, ils n'hésitent pas à dire que le PS est réformiste, qu'il *«tire en arrière»* ...

Prenons la question des nationalisations.

Les meilleurs... charlatans

Le PS n'en veut pas plus que celles prévues en 72. Dans l'«Humanité» du 9 août, Georges Marchais déclare : *«On peut satisfaire les revendications des travailleurs à condition de s'en prendre à la cause de la crise : la domination du grand capital. Et pour cela, il faut les nationalisations que nous proposons...»*

Depuis de nombreux mois, les nationalisations sont présentées comme la panacée : *«Nationaliser, c'est donner à la nation la pleine propriété des moyens de production et des biens des sociétés concernées, c'est-à-dire pour être tout à fait clair : 100 % du capital»* (1)

Le Programme commun se situe dans quelle «nation», quel ÉTAT ?

Les structures de l'État capitaliste monopoliste ne seront nullement détruites et remplacées par celles de l'État de dictature du prolétariat. Autrement dit, le capital sera toujours entre les mains de l'État des monopoles, ce sera toujours l'exploitation de l'homme par l'homme.

Alors les nationalisations peuvent-elles apporter quelque chose de bon pour les travailleurs ?

Marchais contre l'Internationale communiste

L'Internationale communiste (en 1930) a répondu à cette question : *«Il est inadmissible pour les communistes de lutter pour le renforcement de l'État bourgeois en lui fournissant des ressources considérables (...) qui lui serviront pour la lutte contre le prolétariat. Lutter pour que l'État bourgeois réalise des nationalisations, c'est demander le renforcement de la machine de répression de la bourgeoisie»*.

Maurice Thorez (2) (avant qu'il ne sombre définitivement dans le révisionnisme) a défendu ces principes fondamentaux. Il affirmait : *«Les nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'État bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression et dans les mains de l'oligarchie financière. Ce serait simplement accélérer le procès de fascisation de l'État. (...)*

»Au surplus, en période de crise, les prétendues nationalisations, les participations de l'État, dissimulent les subventions accordées par l'État aux entreprises capitalistes en difficulté, et cela au détriment des masses laborieuses».

Tout en prétendant défendre *«l'économie nationale»*, les bourgeois dits de «gauche» renforcent le capitalisme monopoliste d'État.

D'ailleurs, en mars dernier, le responsable de la foire économique à Bruxelles, déclarait : *«Les nationalisations en France, si la gauche arrive au pouvoir et applique le Programme commun ? Pas de problème pour nous. Le Marché commun pourra continuer à fonctionner normalement. D'ailleurs, ce ne seront pas les premières nationalisations réalisées par un pays membre de la Communauté européenne»* !

Dans quelles conditions nationaliser ?

La condition fondamentale pour nationaliser, disait Maurice Thorez (2), c'est la prise du pouvoir par le prolétariat. *«Quand nous serons en France à une situation révolutionnaire, alors (...) les nationalisations, le contrôle ouvrier, l'expropriation sans rachat, tout cela sera devenu le programme du gouvernement ouvrier et paysan, de la dictature du prolétariat...»*

Il y a vingt ans que les dirigeants du PCF ont renié tout cela, tout en continuant à usurper le glorieux titre de communistes.

Tout le tapage sur les divergences entre PCF et PS ne doit pas cacher leur nature de classe commune : celle de la bourgeoisie.

Le véritable parti prolétarien, le parti communiste marxiste-léniniste, combat le système capitaliste quelle que soit sa forme pour *l'expropriation des capitalistes et l'organisation du système de production et de répartition sur une base socialiste*.

Serge LAFORGE

(1) L'«Humanité» du 13 avril 1977

(2) En 1943, dans son rapport présenté à l'Assemblée d'information parisienne.

sauver ~~e.d.f. et g.d.f.~~ patrimoine national

~~ASSISES NATIONALES CGT CFDT~~

AU PERSONNEL TOUT ENTIER LES 4 500 DELEGUES faire bloc

- Pour consolider e.d.f. et sauver g.d.f.
- Pour des structures de services répondant aux besoins du Public

Extrait de «Force», journal de la fédération CGT d'EDF-GDF.

Chine

50e ANNIVERSAIRE DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION

«L'armée ne doit faire qu'un avec le peuple afin qu'il voit en elle sa propre armée. Cette armée-là sera invincible...». Mao Tsé-toung

L'Armée populaire de Libération de Chine a fêté le 1er août son 50e anniversaire. A cette occasion, le vice-président et ministre de la Défense nationale, Ye Kien-ying, a prononcé un discours rappelant son héroïque histoire et les principes prononcés par le président Mao qui la guide.

Dès que naquit, en 1927, l'APL dirigée par le Parti communiste chinois, fondé lui en 1921, le peuple chinois sut que son destin allait changer et qu'une aurore nouvelle se levait sur la Chine après des millénaires de souffrances, a dit Ye Kien-ying.

C'est le président Mao, a-t-il rappelé, qui édifia la première armée rouge des ouvriers et des paysans.

Ye Kien-ying a indiqué que les 50 années de l'APL constituent une épopée marquée par des victoires grandioses sur les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur mais aussi l'histoire de la lutte triomphale de la juste ligne du président Mao contre les lignes opportunistes de droite ou de «gauche» sur les plans politique et militaire. Faut-il ou non mener la lutte armée et faut-il ou non avoir une armée qui ne se départe jamais de son caractère prolétarien et se place sous la direction du Parti communiste ? Ces questions, a-t-il indiqué, ont été soulevées dans toutes les luttes de lignes, y compris celles qui ont opposé le PCC à Lin Piao et à la «bande des Quatre».

Il a rappelé la directive du président Houa Kuo-feng de gouverner l'armée en axant tout sur la lutte de classes et «d'accélérer la révolutionnarisation et la modernisation» de l'APL, c'est-à-dire appliquer intégralement la ligne et les principes du président Mao en matière d'édification de l'armée et avoir une armée puissante équipée d'armes modernes, y compris d'engins téléguidés et d'armes nucléaires et pratiquer un entraînement rigoureux.

A l'heure actuelle, a conclu Ye Kien-ying, l'URSS et les USA se disputent l'hégémonie d'une façon toujours plus acharnée et une guerre mondiale éclatera un jour ou l'autre.

Si un ennemi de l'extérieur, a-t-il ajouté, ose lancer contre nous une agression, il ne fait aucun doute que nous pourrons l'anéantir résolument, radicalement, totalement et intégralement sous la direction du président Houa et avec les méthodes de la guerre populaire que le président Mao nous a enseignées.



Un soldat de l'APL apprend le métier de menuisier à un jeune garçon.

UN RICHE PASSE MILITAIRE

Teng Siao-ping, chef d'État-major de l'APL et un des vice-présidents de la Commission militaire du Comité central du parti communiste, dont Houa Kuo-feng est président, a un riche passé de cadre combattant de l'armée.

Il prit part de 1925 à 1927 à la première guerre civile révolutionnaire et en 1934, il participa à la Longue marche. Commissaire politique du 129e régiment de la huitième armée de route, pendant la Guerre de résistance contre le Japon, il exerça ensuite les fonctions de responsable du département politique de la Commission militaire du Comité central du PCC.

Teng Siao-ping est ensuite commissaire politique de l'armée centrale de campagne pendant la guerre civile contre le Kuomintang. A cette époque, c'est l'armée qui remporte le plus de succès. En particulier, en 1947, elle franchit le fleuve Jaune, parcourt 500 km en deux mois et pénètre au cœur des Dableshan menaçant Nankin à l'est et s'approchant de Wuhan à l'ouest. Cela permettra aux troupes de l'APL de passer d'une stratégie défensive à une stratégie offensive.

Teng Siao-ping sera ensuite secrétaire du Comité du front formé par les deuxième et troisième armées de campagne, fortes de plus de 6 millions d'hommes jusqu'en 1949.



La classe ouvrière d'Argentine ne se soumet pas à la dictature.

Argentine

LES MARXISTES-LENINISTES A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE CONTRE LA DICTATURE

Depuis le 24 mars 1976, le peuple argentin lutte contre la dictature la plus féroce de son histoire. 7 000 morts, 20 000 détenus, des centaines de disparus, toute légalité bourgeoisie supprimée, c'est dans ces conditions difficiles que combat le Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine. Nous publions les extraits d'une interview d'un de ses dirigeants.

— Question : Quelles sont les raisons du coup d'État du général Videla?

— Réponse : Le coup d'État militaire est intervenu parce qu'il était évident que le gouvernement péroniste ne pouvait plus contenir le processus révolutionnaire en Argentine. En 1969, le peuple argentin lutta contre la dictature militaire du général Ongania dans une série de grandes luttes et de grands soulèvements des ouvriers, des paysans et des étudiants et de tout le peuple en général dans tout le pays. Ces grandes luttes du peuple furent mises à profit par la bourgeoisie argentine et le général Peron qui, fort de son contrôle sur le mouvement populaire, s'en servent pour marchander les conditions de domination de l'impérialisme américain. Il eut certaines contradictions avec lui et avec l'oligarchie qui lui était ralliée et il octroya certaines concessions économiques démocratiques au peuple argentin.

Mais le peuple argentin qui avait été le facteur principal de la lutte contre la dictature de Ongania exigea davantage. Le gouvernement péroniste fut alors incapable de contenir la montée de la lutte populaire et fut abandonné par les secteurs de la bourgeoisie et l'oligarchie qui comptait sur lui pour cette tâche.

C'est dans ces conditions qu'intervient le coup d'État.

—Q : Comment se manifeste le fascisme ?

— R : Le coup d'État fasciste rompt totalement avec la légalité bourgeoise et établit le terrorisme le plus sinistre sur les masses populaires. Il fait supporter la crise économique à la classe ouvrière, à la paysannerie et à la bourgeoisie nationale pour mieux servir l'impérialisme américain et l'oligarchie.

Son plan est simple : il faut tuer la révolution, il faut terroriser le peuple, il faut vendre le pays.

Il n'y a pas de chiffre officiel sur le nombre de morts. Plus de 000 selon nos calculs et quelques 20 000 détenus. 7 000 morts que les familles ne peuvent pas veiller. Les cadavres sont jetés dans les fleuves, on les fait sauter à la bombe, on les enterre dans des fosses communes.

Un grand nombre de militants de notre parti a disparu. Nous ne savons pas s'ils sont morts ou non, ou s'ils sont dans des camps de concentration.

De plus, les conditions d'existence des masses se font de plus en plus difficiles. La faim règne en Argentine.

Les salaires ont baissé de 60 % depuis le coup d'État. 300 000 employés sont menacés de licenciement et le double emploi, indispensable pour pouvoir survivre, a été interdit.

Une nouvelle loi sur les investissements étrangers a été adopté qui leur ouvre toutes grandes les portes du pays sans aucune restriction. La Siemens et l'ITT ont été indemnisées de plus de 40 millions de dollars pour avoir été nationalisées par le gouvernement péroniste. Le gouvernement a dénationalisé le pétrole et livré toute la plate-forme sous-marine à la Standard-Oil.

— Q : Dans ces conditions quelle est la résistance populaire ?

— R : Dès le moment du coup d'État, il y eut une résistance. Il y eut des grèves dans les principales villes, Cordoba, Rosario, Buenos-Aires. Cependant, elles ne durèrent pas longtemps. Cela s'explique par la grande confusion qui existait dans la classe ouvrière. La classe ouvrière haïssait le régime d'Isabel Peron, elle ne voulait pas non plus des militaires, mais elle ne voyait pas d'autre chemin.

L'activité contre-révolutionnaire des révisionnistes et de certains groupes petit-bourgeois ont contribué à semer la confusion. Les révisionnistes s'étaient prononcés en faveur d'un régime civilo-militaire et ils ont appuyé le coup d'État dès le début.

Aujourd'hui, la situation a changé. La classe ouvrière hait la dictature militaire et celle-ci se trouve terriblement isolée. Il y a eu plusieurs grèves importantes contre la dictature malgré les conditions difficiles. La grève de l'entreprise de l'électricité a mobilisé des milliers d'ouvriers dans tout le pays, il y a eu encore la grève des cheminots menacés par le démantèlement de 10 000 km de voie ferrée.

Dans une usine d'automobiles, le patron appela l'armée pour obliger les ouvriers en grève à reprendre le travail. Les officiers leur dirent : *«Il faut travailler»*, *«D'accord»* répondirent-ils et ils travaillèrent à toute allure en faisant tout de travers et le patron fût obligé de demander aux officiers de retirer leurs soldats parce que tout ce qui avait été produit ne servait à rien.

Communiqué

Nous avons reçu un communiqué de presse de la délégation à l'extérieur du Comité central du PCMLA à propos de l'enlèvement de Revelli-Beaumont auquel sont liés certains individus de la pire espèce dont voici des extraits :

«Le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine déclare que ce fait n'a aucun lien avec la lutte politique que livre notre peuple pour le renversement de la dictature fasciste et pro-américaine de Videla. Notre parti dénonce cette action comme une véritable provocation montée par les forces les plus obscures de la réaction pour essayer de cacher le véritable caractère de la lutte du peuple argentin (...) s'en servir pour lancer des campagnes de dénigrement contre la tâche de solidarité qui s'est déployée dans tout le monde.

Le PC (ml) d'Argentine considère que les millions de compatriotes qui souffrent et luttent dans notre patrie sont les véritables artisans du renversement révolutionnaire de la dictature et qu'aucun individu ne peut porter atteinte au prestige que le peuple héroïque a gagné dans la lutte pour la liberté, l'indépendance et le bien-être».

— Q : Peut-on considérer que la dictature se renforce

— R : Non. La dictature militaire est faible malgré son apparence de force. Elle est faible parce qu'elle s'oppose à 90 % de la population. Elle est faible parce qu'elle a choisi le camp de l'impérialisme américain et l'impérialisme américain est en recul. Elle est faible parce qu'elle est incapable de réaliser l'unité des classes dominantes. Tandis que le peuple argentin est en train de comprendre l'essence du fascisme et de s'organiser si bien que ce qui apparait actuellement comme faiblesse se transformera en force.

— Q : Quelle est l'attitude du révisionnisme vis-à-vis de la dictature fasciste ?

— R : Les révisionnistes ont appuyé dès le début le coup d'État. Aujourd'hui, ils justifient cet appui en déclarant qu'il y a un secteur démocratique dans les forces armées représenté par Vidéla, qui combat les secteurs les plus répressifs ! Je vais donner un exemple de ce qu'est ce secteur démocratique : lors d'une réunion de l'armée argentine sur le problème de la répression, le secteur «démocratique» de Videla demanda que les «terroristes» soient fusillés selon la loi.

Tu es fou, ont dit les autres, si on fusille selon la loi on va avoir affaire aux protestations de tout le monde comme ce qui s'est passé avec Franco... Un autre secteur était partisan de tuer n'importe comment et de faire disparaître les cadavres. Enfin le troisième secteur était partisan d'exposer les cadavres sur la place publique pour l'exemple.

Vidéla, c'est donc le secteur démocratique !

Le soutien des révisionnistes est lié également à celui de l'Union soviétique. L'URSS est le premier acheteur mondial de l'Argentine en ce moment. Lors de la Conférence sur les droits de l'homme des Nations-Unies, à Genève, tous les pays ont appuyé une résolution condamnant leur violation en Argentine. Le représentant de l'URSS affirma qu'il s'opposerait au vote de cette résolution, finalement il s'absenta au moment du vote.

Le social-impérialisme tente de profiter de la situation pour pénétrer dans le pays. Notre politique en ce sens c'est de concentrer nos forces sur l'ennemi principal et empêcher que l'autre occupe sa place.

Nous disons : « Nous ne voulons pas du vieux maître, mais nous ne voulons pas de nouveau maître non plus».



Rapts, assassinats...

CYRUS VANCE AU MOYEN-ORIENT

Un échec pour Carter

Peu de temps après son accès à la présidence des USA, Jimmy Carter créait une certaine sensation en reconnaissant la nécessité d'un «Home» (qui peut se traduire par «patrie» ou «foyer») pour le peuple palestinien. Moins de 6 mois plus tard, la tournée que Cyrus Vance, secrétaire d'Etat US, vient d'effectuer au Moyen-Orient, traduit le fait que, sur ce point, la politique de l'impérialisme américain n'a pas changé.

Cette politique est à l'image de la situation générale de la Maison blanche : écartelée entre l'ambition de maintenir et de développer son hégémonie sur le monde entier et son impuissance à y parvenir du fait de sa rivalité avec ses puissants rivaux impérialistes du Kremlin, du fait aussi de la vigilance et de la résistance accrue des peuples du monde à cette domination.

Nouvelle offensive américaine

L'issue du conflit libanais a laissé le social-impérialisme russe dans une position délicate au Proche-Orient. Refusant ses «conseils», la Résistance palestinienne, comme les forces authentiquement progressistes du Liban, ont développé leur compréhension de la nécessité d'unir toutes les forces arabes et palestinienne contre leurs ennemis communs, le sionisme et les deux superpuissances, pour libérer les territoires usurpés par Israël.

Carter voulait profiter de cette situation pour reprendre une offensive perdue dans nombre de régions du monde et notamment en Afrique.

Il proclamait alors bien haut sa volonté d'abandonner la formule des «petits pas» chère à Kissinger pour tenter une «approche globale» du problème du Moyen-Orient. En fait, sous une nouvelle peau, il s'agit bien d'une même politique basée sur le soutien aux ambitions expansionnistes d'Israël, la division des forces arabes et la négation des droits nationaux légitimes du peuple palestinien.

La récente visite aux USA du nouveau dirigeant de la politique sioniste, Begin, s'est traduite par l'abandon à toute référence au «Home» palestinien dans les formules diplomatiques US et par la promesse d'une aide militaire accrue.

Washington multiplie les sourires à l'Égypte, qui a rejeté le diktat soviétique mais se débat dans de graves difficultés internes, allant jusqu'à lui promettre la livraison de 200 millions de dollars d'armement. En revanche, l'impérialisme US a arraché au président égyptien un certain nombre de concessions importantes sur la négociation du conflit du Moyen-Orient. Sadate s'est notamment fait l'écho de la proposition américaine de faire précéder la Conférence de Genève sur le Moyen-Orient d'un «groupe de travail israélo-arabe», et d'une représentation palestinienne par le truchement de la Jordanie.

Mais la solidarité d'intérêt des peuples et des pays arabes est telle que Vance s'est finalement cassé les dents à l'issue de sa tournée à travers 6 pays du Moyen-Orient.

L'unité arabo-palestinienne plus forte que les manœuvres impérialistes

Il n'a pu faire entériner la tactique américaine par le président syrien Assad et a dû reconnaitre publiquement qu'il «existait avec la Syrie quelques points de divergence dont on a exagéré l'importance». Le président Sadate s'est à nouveau solennellement engagé à refuser d'engager avec Israël des conversations bilatérales pour aboutir à une paix séparée.

De son côté, Abou Jihad, l'un des leaders du Fath, a réaffirmé que *«la Résistance palestinienne n'attendait rien de la visite de M. Vance».*

En même temps, elle répliquait aux propos belliqueux du chef d'État-major sioniste Gour, qui affirmait qu'en cas de nouvelle guerre probable, Israël devrait frapper «avec le maximum de force et de rapidité» en intensifiant la lutte armée dans les territoires occupés, semant ainsi une réelle panique dans le camp sioniste.

Aux tentatives de division des forces arabes, elle répondait par l'accord palestino-libanais de Chtaura concrétisant les décisions de l'accord du Caire dont la première phase d'application s'est déroulée sans la moindre bavure.

Cette prise de conscience aiguë de l'importance de la lutte armée et de l'unité en leur sein mènera tôt ou tard les peuples arabes et palestinien à la victoire totale, quels que soient les complots ourdis par Begin, Carter, Brejnev et consorts.

Annie BRUNEL



Le monde en marche

Azanie

La situation est toujours très tendue à Soweto où le front des organisations de la ville a décidé la création d'une municipalité noire, interdite par le régime raciste.

Fin juillet, la police de Vorster a tué une jeune étudiante noire de 19 ans, Régina Nlhapo, d'une balle dans la tête, en investissant un lycée en grève. Les étudiants de Soweto maintiennent le boycottage intégral des cours en signe de protestation contre le système d'apartheid appliqué dans l'enseignement.

La répression qui se déchaine – 172 d'entre eux auraient été arrêtés au cours des derniers événements – ne fait que renforcer leur détermination.

Pologne

Le «Comité de défense des ouvriers» de Pologne a confirmé récemment publiquement la décision prise par le gouvernement polonais d'amnistier les ouvriers condamnés à Radom et Ursus ainsi que les membres du comité arrêtés pour avoir pris leur défense.

Ce comité regroupant des révolutionnaires et des démocrates polonais luttant contre la dictature qui opprime le peuple polonais et se range à la botte de Moscou, a joué un rôle important dans cette victoire.

Le dernier numéro, daté de mars 1977 de «Drapeau rouge», organe central du Parti communiste de Pologne (KPP) – Parti marxiste-léniniste qui combat la clique au pouvoir – lui rendait hommage en ces termes :

«Le principal devoir du prolétariat est, tout en développant sa propre lutte révolutionnaire, d'unir sous sa direction toutes les forces de la société. Le fait que le comité démasque la clique Gierek, par le biais de communiqués dénonçant la terreur social-fasciste à l'encontre des ouvriers pour leur participation à la grève et leur manifestation pendant les événements de juin, est des plus justes et aide la classe ouvrière à mieux comprendre le caractère réactionnaire de la dictature de la clique de Gierek».

Paraguay

Margarita Baez libérée

Margarita Baez, jeune militante révolutionnaire, responsable du «Modepa» (Mouvement pour la défense du Paraguay contre les visées impérialistes et annexionnistes), internée au camp de concentration clandestin de Emboscada, a été récemment libérée. Ses amis paraguayens ont confirmé les tortures atroces qu'elle a subies pendant sa détention et qui sont le lot commun de nombre de prisonniers politiques du Paraguay : supplice de la «baignoire», coups à la tête au moyen d'un instrument spécial pour frapper des points déterminés du crâne, plus de 200 coups de matraque sur les épaules, blessures profondes aux mains et aux pieds, privation de sommeil, etc.

Nombre d'entre elles lui ont été infligées sous la direction personnelle du chef de la police, le colonel Pastor.

Le Parti communiste du Paraguay qui dirige la lutte pour la libération du pays de l'impérialisme et de la dictature, a salué cette nouvelle comme une victoire due à la mobilisation populaire internationale qui a contraint le gouvernement fasciste de Stroessner à battre en retraite sur ce point.

Mais de nombreux prisonniers politiques croupissent toujours dans les geôles paraguayennes. La mobilisation en leur faveur ne doit pas se relâcher.

Cambodge

28 mois après la libération totale du pays, le Cambodge a achevé de réparer les voies de chemin de fer, les routes et les ponts détruits par l'agression américaine et ouvert ou rouvert 50 usines et ateliers, a indiqué Radion Phom Penh.

La production de caoutchouc a repris avec la remise en route de 9 usines de traitement des résines d'hévéa, cultivée dans 11 plantations.

7 usines textiles ont également été rouvertes et trois autres construites et 4 complexes de production d'engrais ont été créés, indique la radio.

La radio mentionne également la réouverture de la cimenterie de Chakrey Thing qui produit 100 000 tonnes de ciment par an, des sucreries de Kompong Kol et Kompog Khabal, d'une usine de papier, de plusieurs huileries, de 8 usines de faïences, poteries, tuiles et briques et de 10 ateliers mécaniques.

Algérie

Divers mouvements sociaux ont secoué l'Algérie ces dernières semaines : grève chez les cheminots, les conducteurs de bus, les dockers. Satisfaction leur a été donné sur un certain nombre de points.

Devant les difficultés accrues des conditions de vie des masses populaires, la classe ouvrière et les travailleurs algériens ont ainsi rappelé fermement leur détermination à ce que les conquêtes remportées sur l'impérialisme profitent au peuple.

TIMOR ORIENTAL

Echec à l'agression

Le «Monde diplomatique» de juillet a publié un long article de José Ramos Horta*, membre du Comité central du Fretilin. Il y est exposé en détail les conditions dans lesquelles les troupes de Suharto ont envahi le Timor oriental ainsi que la situation de la lutte actuellement. Nous extrayons ici quelques passages de cet article.

Les forces armées indonésiennes, quelque dix mille combattants appuyés par 6 navires de guerre et quinze avions, ont envahi le 7 décembre 1975 l'ancienne colonie portugaise de Timor oriental, qui était devenue un Etat indépendant le 28 novembre. Dès ce jour-là, toutes les anciennes colonies portugaises : Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert, Sao-Tomé-et-Principe avaient officiellement reconnu la nouvelle République démocratique de Timor oriental; d'autres pays — Vietnam, Corée, Laos, Cambodge, Cuba, Chine — devaient faire de même peu après.

En avril 1976, un diplomate japonais de haut rang m'a confié que les services de renseignements nippons évaluaient à trente-cinq mille hommes les effectifs du corps d'invasion indonésien; neanmoins, le 22 avril 1976, au Conseil de sécurité, le Japon s'est abstenu, comme les États-Unis de voter la résolution 389 qui invitait le gouvernement indonésien à retirer «sans délai» ses troupes de Timor-Oriental.

D'après un rapport publié à Djakarta au début de février, l'un des 16 appareils à réaction fournis par les USA se serait écrasé au large de la côte au nord du pays, ce qui a confirmé les accusations du Fretilin selon lesquelles des avions américains étaient utilisés contre Timor-oriental. Les lanceurs multiples de fusées et le napalm ont été utilisés pendant la campagne de la saison sèche de l'année dernière et de plus en plus depuis lors. Djakarta a envoyé à Timor oriental une cinquantaine de chars (à Dili, on soutient qu'il y en a jusqu'à cent). A Atambua et Kupang, on a dénombré trente hélicoptères,notamment du type Alouette, fournis par la France. Enfin trois avions de ligne indonésiens, baptisés Garuda, Merpati et Zamrud, ont transporté des soldats de Java et de Bali à Dili.

Une parodie de représentation populaire

Plus de deux années après ma première entrevue à Djakarta avec M. Adam Malik, ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, je le retrouvai à New-York, à l'ouverture de la 31e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

—Cette guerre me répondit il, ne profite à personne, ni aux populations de Timor-Oriental, ni à l'Indonésie. Nous savons que le FRETILIN peut continuer à lutter pendant des années encore...Mais, voyez-vous nous avons des projets de développement concernant Timor-Oriental; et si le FRETILIN continue de se battre, nous ne pourrons rien faire. Je maintiens ma position : c'est aux populations de décider de leur avenir...Elles l'ont fait, et le FRETILIN doit l'accepter.

Pour M. Adam Malik, comment les Timorais ont-ils donc décidé de leur avenir ? Le 31 mai 1976, le gouvernement de Djakarta a imposé la convocation d'un semblant d'«Assemblée populaire», composée de vingt-huit «représentants», dont cinq élus et vingt-trois désignés... Aux cours d'une cérémonie qui n'a pas duré plus d'une heure, ces gens ont décidé à l'unanimité l'intégration de Timor-Oriental à l'Indonésie. Même les quelques diplomates et journalistes amenés à Dili pour un bref séjour de trois heures n'ont pas été autorisés à s'entretenir avec ces prétendus «représentants». Pendant ce temps, les combats faisaient rage d'un bout à l'autre du territoire. Voilà dans quelles conditions les populations de Timor-Oriental ont «choisi leur avenir», comme disait M. Adam Malik...

Succès de la guerre populaire

La guerre qui se poursuit est le plus grave des conflits qui ensanglantent l'Asie du Sud-Est maintenant que la guerre du Vietnam est finie. L'Indonésie y a déjà perdu quelque quinze mille hommes, tués ou blessés, et elle a englouti en un an plus de 200 millions de dollars américain. En dépit de cette intervention militaire massive, la résistance populaire remporte de grands succès : toutes les sources confirment que le FRETILIN administre actuellement les deux tiers au moins du territoire et que plus de 80% des Timorais vivent dans des zones libérées. Le conflit a gagné Timor-Occidental. M. Lopes da Cruz, vice-président du gouvernement provisoire installé par l'Indonésie à Dili, a déclaré à New-York, en Novembre 1976, qu'un milliers de guérilleros,d'après les autorités de Djakarta, opéraient à l'ouest de la frontière ; et Atambua, la deuxième ville de la moitié indonésienne de l'île, a été l'objet de plusieurs coups de main. Plus le conflit se prolongera à Timor-Oriental, plus nos guerilleros intensifieront leurs efforts à Timor-Occidental. D'ici deux à trois ans, on peut prédire que l'île de Timor toute entière sera un champ de bataille échappant totalement au contrôle du gouvernement de Djakarta. En attendant, celui-ci se trouve en position de faiblesse à cause de la famine qui sévit à Java, de la corruption et de l'incapacité qui règnent à tous les niveaux de l'administration : toutes ces raisons rendent inévitables des insurrections qui feront de l'Indonésie un foyer de troubles incontrôlables au cours des prochaines années.

* Membre du Comité central du Fretilin (Front révolutionnaire pour la libération de Timor), secrétaire du département des relations extérieures (ministre des Affaires étrangères) de la République démocratique de Timor-Oriental qui a pris la parole devant le Conseil de sécurité de l'ONU en décembre 1975 et avril 1976, et devant le Comité spécial sur la décolonisation en septembre 1976.

CANADA

Des balles contre les grévistes

Le 22 juillet vers midi, 8 ouvriers grévistes des minoteries Robin Hood, Olgivie et Phenix, tombaient sous les balles de nervis du patronat embauchés pour casser la grève. Les ouvriers de la compagnie Robin H ooc propriété de l'impérialisme américain, sont en grève depuis 6 mois contre l'application de la loi Trudeau, le «plan Barre» canadien, qui impose le gel des salaires.

Cette fusillade des nervis du patronat s'est déroulée aussitôt après une charge de la police anti-émeute qui avait commencé le travail en matraquant le piquet de grève et en présence des policiers restés sur les lieux. Elle illustre bien la collusion ouverte entre ces nervis fascistes et la police officielle maintenant dirigée par le parti québécois vainqueur des dernières élections au Québec.

Cette offensive de la répression est la plus féroce qu'ait connue la classe ouvrière canadienne depuis ces 30 dernières années et s'insère dans une attaque en règle contre les luttes ouvrières à travers tout le pays pour tenter de faire avaler aux masses populaires les mesures de crise de la bourgeoisie canadienne, en particulier le gel des salaires, le chômage et l'inflation.

Mais elle n'aura fait que soulever encore plus la colère et l'indignation des travailleurs. La preuve : le 25 juillet au matin, plus de 200 grévistes et travailleurs venus d'ailleurs sont accourus pour renforcer le piquet de grève devant Robin Hood pour empêcher l'entrée des jaunes et des cadres et démontrer qu'il n'est pas question de plier.

La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada soutient très activement cette lutte sous des formes multiples : appui financier, renfort au piquet de grève, manifestations de soutien et popularisation de la lutte, édition d'un No spécial de son organe central «La Forge».

NUMERO SPECIAL

LA FORGE



Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

Organe central de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada — 25 juillet 1977

8 grévistes des minoteries blessés par des fiers-à-bras dans une fusillade à la Robin Hood à Montréal

Ripostons à la répression sanglante des capitalistes !



PEROU

Non à la misère !

Le 19 juillet, une grève nationale paralysait l'activité économique du Pérou pour la première fois depuis 30 ans et alors que le pays se trouve depuis plus d'un an sous l'état d'urgence, toute grève y étant donc interdite. La classe ouvrière et la paysannerie ont passé outre aux menaces du gouvernement de licencier tous les grévistes et ont suivi massivement la grève. Le mouvement répond à la détérioration des conditions d'existence des masses après l'adoption par le gouvernement d'un plan économique dicté par le Fonds monétaire international qui signifie l'augmentation de 50 % des produits alimentaires essentiels et le blocage des salaires.

La grève du 19 juillet a été totale dans tout le pays. La répression a été très dure. L'armée n'a pas hésité à tirer sur les manifestants et un nouveau corps de répression, la «police navale», est intervenu pour la première fois. De nombreux grévistes ont été arrêtés et 3 000 «meneurs» licenciés.

Mais la classe ouvrière n'accepte pas ces mesures de répression et les mineurs notamment poursuivent leur mouvement de grève pour réclamer la réintégration des licenciés et la libération de leurs camarades.

Déjà le 5 juillet, les enseignants, dirigés par le syndicat unique des travailleurs de l'Éducation péruvien (SUTEP) à direction marxiste-léniniste, avaient déclenché une grève nationale. Le gouvernement les avait accusés d'être des «agitateurs favorisant une attitude de rébellion chez les élèves» et avait avancé d'une semaine les vacances scolaires pour tenter, en vain, de mettre fin au mouvement.

FOYERS SONACOTRA

«M. Dijoud m'a interdit de signer»

Entrevue avec Me Bourguet, avocat du Comité de coordination.

Depuis 30 mois que dure la lutte des travailleurs résidents dans les foyers Sonacotra et qui sont pour la plupart des ouvriers immigrés, les procès, décisions de police et de justice furent nombreux et jouèrent un rôle non négligeable dans le déroulement de l'action.

Nous avons interrogé, à ce sujet, Me Bourguet, un des avocats qui travaille avec la commission juridique du Comité de coordination sous la direction des ouvriers en lutte. Il a répondu très précisément et très complètement à toutes nos questions et chacun peut trouver dans ses propos à la fois de précieuses informations et analyses, en même temps qu'un exposé concret du rôle de l'avocat au service d'une lutte ouvrière contre une société capitaliste et le pouvoir.

— Question : Pouvez-vous nous rappeler comment vous avez été mis en rapport avec la grève des résidents de la Sonacotra ?

— Réponse : Ils sont venus me voir en janvier 1975. Leur problème, à ce moment-là, était qu'ils venaient de se mettre en grève des loyers qu'ils avaient deux revendications précises. Une qui était de dire, mais sans grande motivation à l'époque, que les loyers leur paraissait trop chers et l'autre qu'il fallait faire dans le foyer un certain nombre de choses spécifiques au foyer, c'est-à-dire mettre des portes dans les douches, arranger tout ce qui fuyait, repeindre ceci...

Ils sont arrivés me disant qu'ils avaient discuté avec la Sonacotra et qu'on les avait menacés d'expulsion, qu'ils avaient entendu dire que je m'occupais des foyers, etc. Donc ils venaient me voir en me demandant ce que je pouvais faire pour eux ; voilà comment ça c'est passé.

— Q : Comment concevez-vous vos rapports avec le Comité de coordination ?

— R : Ma position, vis-à-vis d'eux, est très claire : s'ils développent leur lutte, ils n'ont pas besoin de moi ni d'autres avocats (2) ;

Dans la mesure où la Sonacotra utilise, elle, comme moyen pour contrer leur lutte des arguments ou les points forts, les outils que sont pour ellle au fond la justice, le judiciaire, à ce moment-là les avocats interviennent

Là-dessus se sont branchés l'analyse juridique et l'approfondissement de tous les problèmes, la recherche de comment ne plus rester sur la défensive mais de rechercher constamment nous aussi à utiliser les mêmes armes, c'est-à-dire à déposer des plaintes, à attaquer, etc.

Autrement dit, c'est eux qui prennent les décisions toujours et nous, nous sommes là comme des techniciens qui venons les aider, étant bien entendu que si on les aide c 'est aussi parce que, sur le plan politique et idéologique, on est quand même convaincu qu'on leur fait des saloperies et que c'est eux qui ont raison et que leur cause est juste... La difficulté pour nous en fait, c'est de ne pas user du pouvoir de l'avocat (pouvoir de connaissance, de parole, de conviction) et de s'en méfier, de les laisser eux prendre les décisions et poursuivre leur lutte.

— Q : Au moment des expulsions, outre la mobilisation, quelles sont, selon vous, les raisons qui ont contraint le conseil d'Etat à désavouer le ministre de l'Intérieur ?

— R : Il y a d'abord une raison purement juridique. La procédure normale en matière d'expulsion c'est : convocation devant une commission d'expulsion qui ne fait d'ailleurs que donner son avis et le ministre décide sans avoir à se plier à l'avis de la commission.

Cette procédure doit être respectée sauf dans le cas où il y a : trouble, trouble grave à l'ordre public. Ce recours à une procédure exceptionnelle oblige ensuite le ministre à fournir la justification du fait qu'il y avait trouble, trouble grave et urgence. Or, dans ce cas précis, les seules accusations portées contre les expulsés, pour l'essentiel, étaient d'avoir fait pression sur leurs camarades pour faire grève... Par conséquent, le recours à cette procédure, de toute évidence, ne tenait pas debout. Il était normalement acquis sur le plan juridique que le conseil d'État devait nous donner raison, c'est pour cela qu'on a conseillé tout de suite le recours...

Deuxièmement, pour faire la preuve de troubles graves et urgence, le ministre a utilisé des témoignages de directeurs de foyers ou d'employés de la Sonacotra. Or, quand le conseil d'État revevait d'un côté la déclaration d'un directeur et de l'autre une pétition de 300 résidents disant : tout ce qu'il raconte est un mensonge, c'est quand même impressionnant. La mobilisation pour apporter la contre-preuve a été importante...

Troisièmement, l'énormité même de la mesure par rapport à une grève a provoqué un tollé sur le plan politique, cela devenait un problème politique et le conseil d'État ne pouvait pas y être insensible.

C'était même tellement gros qu'on sait maintenant, de la façon la plus certaine, que si le conseil d'État n'a pas jugé toutes les affaires immédiatement après celle de Moussa Konaté pour ne pas donner tort au ministre dans tous les cas, c'est uniquement parce que c'était Poniatowski et parce que cela aurait été la première fois qu'on donnait une gifle pareille à un ministre de l'Intérieur et que ça paraissait énorme et que les gens du conseil d'État, ils ont beau être théoriquement indépendant du gouvernement, en fait, ils se disent : oh ! attention avant de donner des gifles pareilles. Ils lui ont donné une gifle tout en lui montrant, grâce à deux pour lesquels on a refusé l'annulation, que quand même on ne voulait pas aller trop loin.



Le fondamental c'est leur lutte, leur mobilisation.

— Q : Sur le plan juridique, peut-on dire que le dossier de la plainte pour pratique de prix illicite est solide et a quelque chance d'aboutir ?

— R : Le hasard a voulu que le secrétaire général de l'AFTAM (1) avait été inculpé et qu'il meurt d'une crise cardiaque avant de passer devant le tribunal.

C'était un type pas mal et cela a son intérêt parce qu'à Compiègne, un protocole d'accord était en train d'être négocié : ils avaient accepté : 1) la qualité de locataire ; 2) l'existence d'un comité de résidents par foyer ; 3) un comité de coordination des foyers ; 4) que le comité de coordination ait des représentants de droit assistant au CE de l'association ; 5) que le budget-animation soit géré par le directeur du foyer mais les décisions étant prises par le comité de résidents...

On en était au point de devoir signer et il m'a rappelé pour me dire : on ne peut pas signer, j'ai un ministère de tutelle et je vous signale qu'au ministère, M. Dijoud m'a interdit de signer ceci, en me précisant, à cause de la reconnaissance du statut de locataire et du comité de coordination, en me disant si vous le signez vous, on ne pourra plus le refuser à la Sonacotra...

Le 28 mars, le juge d'instruction pour notre plainte a communiqué son dossier au procureur. Normalement, le procureur doit rendre son avis dans les trois jours : inculpation, complément d'enquête ou non-lieu. Je suis allé voir le substitut qui m'a dit : d'ici fin avril, on va clore ce dossier, il n'y a aucun délit de commis, parce que nous comprenez, la Sonacotra on ne peut pas lui appliquer les mêmes lois qu'à d'autres. Bon alors, quelle loi s'applique à la Sonacotra ? Il m 'a dit on va voir avec le procureur, mais vous pensez bien, que pour une affaire de ce genre, on va même demander l'avis du Garde-des-Sceaux. Là-dessus, changement de Garde-des-Sceaux (3) et depuis lors plus moyen de voir le substitut ! S'il devait demandé le non-lieu, depuis le 28 mars il a quand même le temps ; le moins qu'on puisse dire, c'est que la situation les gêne. A mon avis, on a toutes les chances de gagner et de faire reconnaitre qu'il y a eu pratique de prix illicite. Le mieux qu'ils puissent espérer, c'est de s'en tirer avec une condamnation de principe en disant : le délit existe mais on comprend que vous l'ayez commis parce que vous ignoriez la loi...

— Q : Quelles seraient les conséquences d'une telle condamnation ?

— R : Cela aurait des conséquences sur le plan civil. Tous les types logés dans tous les foyers, pas seulement ceux en grève, pourraient demander la restitution du «trop perçu» et c'est pour cela qu'ils ne prennent pas de décision. C'est une affaire d'État ; si on dit : restitution du «trop perçu» sur une affaire comme çà, la Sonacotra est en faillite, ou du jour au lendemain, tous les foyers sont au grève ce qui revient au même, la clé sous la porte... L'État qui a 55 % du capital est-il prêt à payer ?

La seule chose qu'ils puissent adopter, c'est faire durer les choses en espérant que par d'autre procédure on leur fera baisser les bras et cesser la lutte. Si la lutte continue, il faudra bien un jour arrêter les dégâts. On revoit le même processus, les procédures judiciaires sont elles-mêmes dépendantes de la lutte sur le terrain. Donc le développement de leur mouvement est une condition primordiale pour le succès total à tous les titres... Tout se tient, tout est lié, il n'y a pas un aspect de la question qui passe avant, le fondamental c'est leur lutte, leur mobilisation, il n'y a pas de problème.

(propos recueillis par Guy LE BRETON)

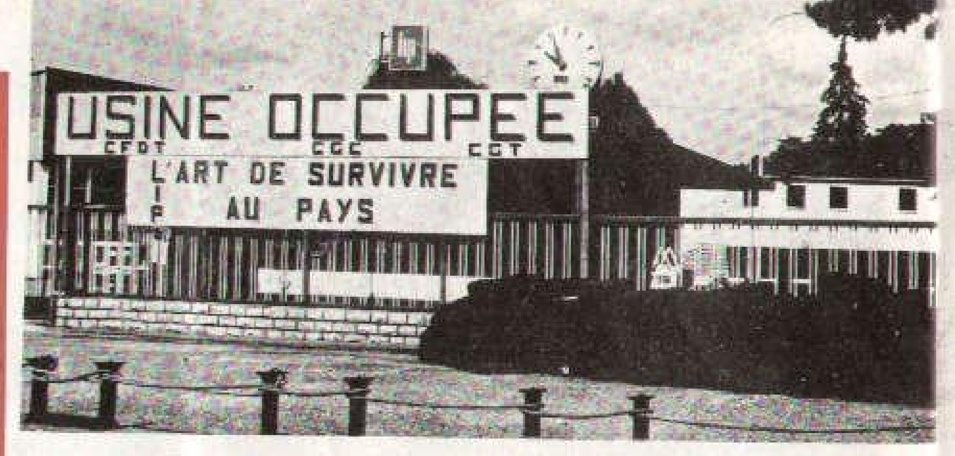
---

(1) L'AFTAM gère environ 80 foyers en France, habités par des Africains noirs en majorité.

(2) Me Bourguet s'est entouré d'autres avocats de l'Association des juristes démocrates dont il est membre du Bureau national ainsi que d'A. Grunstein, Dupont-Monot, Vaquet, Monod, R. Rodrigues, C. Mandecibel pour les dossiers concernant la Sonacotra.

(3) Peyreffitte a remplacé Lecanuet avec le nouveau gouvernement Barre.

«Franc-comtois, rends-toi, Nenni ma foi !»



Une usine bien protégée : chicanes, pneus prêts à brûler... (photo HR).

Durant la première quinzaine d'août, un point a particulièrement suscité l'attention des «Lip» : le risque d'un déménagement des machines par les pouvoirs publics.

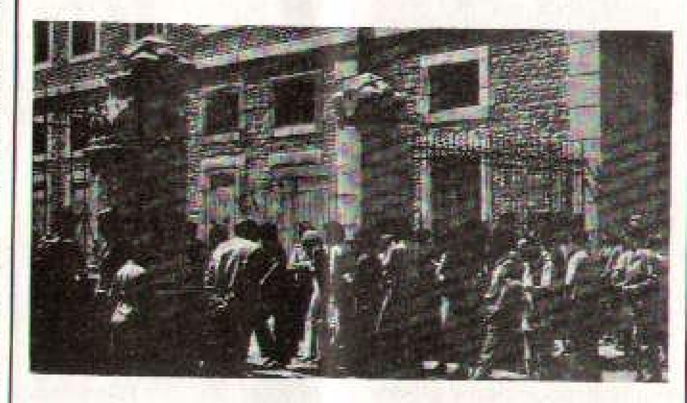
En lutte depuis 16 mois (pour la deuxième fois) pour *«un emploi pour tous à Palente»*, c'est surtout depuis 3 mois que les «Lip» ont dû faire face aux attaque tous azimuts : les 90% supprimés, grévistes inculpés, opération commando pour voler les montres qui étaient au stand de vente, sabotage du transformateur pour couper le courant.

Préparés à subir l'assaut

Face au risque d'enlèvement des machines, les Lip ont renforcé leur mobilisation (surtout la première semaine d'août) : tours de garde renforcés la nuit, mise en place de chicanes, barrages, pneus prêts à brûler à l'entrée de l'usine, démontage de certaines pièces de machines indispensables à leur fonctionnement...

Jusqu'au 15 août, pensaient-ils, les flics pouvaient espérer renouveler leur mauvais coup du 15 août 1973. Après cette date, d'une part les Lip seront au complet (après quelques jours de vacances bien méritées pris à tour de rôle), d'autre part bien d'autres travailleurs ont repris le travail ; ce qui peut permettre d'envisager des manifestations au coup par coup ou de plus amples manifestations au niveau de la ville, de la région ou même nationale.

Pour des raisons électorales s'acheminera-t-on vers un compromis ? Certains Lip le pensent, sans toutefois oublier que les capitalistes essaieront toujours de les avoir, que la vigilance reste de rigueur.



Les Lip entrent au tribunal de commerce, lundi 8 août (photo HR)

La solidarité

Outre les nombreux télégrammes de solidarité qui sont envoyés, ce sont 3 à 500 visiteurs qui viennent chaque jour à l'usine. Des Allemands ont fait un détour de 300 km pour verser un soutien de 600 F. D'une manière générale, la solidarité marche bien.

Il y a environ 40 000 montres qui ont été fabriquées par les Lip eux-mêmes (sans patron et sans toucher au stock), ce qui peut leur permettre de tenir 7 mois... et 3 ans de plus en comptant le stock ! Sans compter les productions annexes !

Les Lip sont toujours solidaires des autres luttes : ils étaient au rassemblement de Naussac, du Larzac... Ils ont envoyé un télégramme de soutien au 12 inculpés de Bourgoin et à la famille de Vital Michalon.

....Tribunal de commerce... et perspectives

Le lundi 8 août, les Lip se sont rendus au tribunal de commerce de Besançon, ils ont distribué des tracts et fait des interventions au mégaphone, pendant que d'autres assistaient à l'audience. Le tribunal devait se prononcer sur la conversion du règlement judiciaire de la société Lip-SA en liquidation de biens. Le jugement en délibéré a été reporté au 12 septembre. Ce qui, dans une certaine mesure, donne un répit d'un mois aux travailleurs face à la volonté de liquidation d'Ébauche SA (le trust suisse qui avait repris Lip)

Par ailleurs, une autre question préoccupe les Lip : LES PERSPECTIVES DE LUTTE.

Un «collectif de réflexion» a été chargé de faire des propositions concrètes d'action. Pour l'instant, il envisage deux hypothèses.

D'un côté, il s'agirait de créer une «association», voire de racheter les machines grâce à une vaste souscription nationale. Parmi ceux qui penchent vers cette «solution», il y a des graves illusions sur ce que pourrait «apporter» un éventuel gouvernement de la fausse gauche en 1978.

De l'autre côté, l'on pense qu'il faut continuer la lutte actuelle en l'amplifiant. La mobilisation des masses sur de justes positions de classe est le plus sûr garant pour faire aboutir des revendications. Mais comment amplifier la lutte ? Les travailleurs n'ont pas encore tranché entre les deux.

Une hypothèse au moins est à rejeter et à combattre : faire confiance à la «gauche». Les Lip ont acquis la solidarité de classe des autres travailleurs, non pas en gérant leur propre misère, mais bien par leur lutte résolue.

Serge LAFORGE

Classe contre classe

L'OPPOSITION IRREDUCTIBLE ENTRE LES CLASSES

«... Ce qui est principal et prioritaire pour le mouvement révolutionnaire, c'est la réalisation de l'unité de classe de la classe ouvrière contre toute la classe bourgeoise sous la direction de son avant-garde organisée...»

Le mot d'ordre *«classe contre classe»* traduit l'opposition irréductible entre deux classes sociales : la bourgeoisie et le prolétariat.

Quand nous parlons de «classe bourgeoise», il s'agit de toute la bourgeoisie, monopoliste ou non. Sont compris également dans la bourgeoisie, ses représentants infiltrés dans les rangs ouvriers : l'aristocratie ouvrière, les dirigeants des partis de la fausse gauche et des confédérations syndicales qu'ils contrôlent.

A l'origine, c'est d'ailleurs pour combattre l'opportunisme de droite – alors représenté par les dirigeants «socialistes» – qu'a été adopté le mot d'ordre classe contre classe. Il combat aujourd'hui la ligne de collaboration de classe impulsée par les dirigeants révisionnistes et réformistes avec leur Programme commun.

Depuis des dizaines d'années, le régime parlementaire – institué dans le cadre du système capitaliste – cherche à obscurcir la réalité de la contradiction bourgeoisie-prolétariat, notamment par le biais de l'électoralisme. Les élections sont présentées comme le summum de la «démocratie» où «majorité» et «opposition» peuvent s'exprimer. Vue la nature de classe de cette pseudo-opposition, c'est en fait une bataille entre cliques bourgeoises sur laquelle les travailleurs sont appelés à se «prononcer».

Les dirigeants révisionnistes eux-mêmes se servent des élections pour estomper et falsifier la véritable lutte de classe qui, elle, ne se *base* pas sur les urnes.

Depuis de nombreuses années, les dirigeants révisionnistes ont bradé la nécessaire unité de classe du prolétariat, son rôle dirigeant *hégémonique* pour le remplacer par un «rassemblement de toutes les victimes des monopoles». Le prétendu «rassemblement majoritaire» (travailleurs, couches moyennes, patronat non monopolistes) dont ils parlent, c'est en fait une nouvelle version de la position opportuniste *«Tout par le Front uni»sans la direction du parti révolutionnaire prolétarien* qui a mené à l'échec le Front populaire en 1936

Ce qui est principal et prioritaire pour le mouvement révolutionnaire, c'est la réalisation *de l'unité de classe de la classe ouvrière* contre toute la classe bourgeoise sous la direction de son avant-garde organisée, c'est-à-dire du parti révolutionnaire prolétarien. Le révisionnisme et le réformisme, de leur côté, en plaçant les couches bourgeoises et petites bourgeoises sur le même plan que la classe ouvrière cherchent à affaiblir cette dernière et à lui faire adopter le point de vue de classe de la bourgeoisie.

Si la lutte classe contre classe implique l'unité de la classe ouvrière, celle-ci ne se décrète pas du sommet d'un parti ou d'une confédération syndicale mais *résulte* d'une longue bataille de classe au sein même de la classe ouvrière. Cette lutte de classe a pour objectif d'arracher les masses ouvrières aux influences bourgeoises-révisionnistes qui sont un frein au développement du mouvement révolutionnaire de masse. La lutte indispensable contre le révisionnisme ne doit pas pour autant faire oublier celle contre la bourgeoisie qui détient le pouvoir et exploite des millions d'ouvriers et de travailleurs.

L'unité de la classe ouvrière ne peut se réaliser *qu'à la base et dans l'action* et peut prendre des formes multiples (assemblées populaires sous la Commune de Paris, soviets en Russie...). Elle consiste à faire passer la ligne de démarcation entre, d'un côté, les communistes marxistes-léninistes unis à tous les ouvriers acceptant la lutte de classe conséquente – membres ou non d'une organisation syndicale ou politique – et de l'autre côté la bourgeoisie de droite et de «gauche».

La classe ouvrière doit rallier SUR SES POSITIONS les autres couches qui ont intérêt à la révolution et en priorité la petite paysannerie. Tout aiguisement de la contradiction fondamentale et principale influe sur les contradictions secondaires (entre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie). *La contradiction bourgeoisie/prolétariat est l'axe qui entraine tout le reste.*

Serge LAFORGE



En assemblée générale, les ouvriers décident d'occuper.

Montefibre-Vosges
EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Montedison : 6e groupe chimique mondial avec un chiffre d'affaires de 34,4 milliards de francs. Dans le cadre de son plan de restructuration, voyant son profit maximum et immédiat, ce trust international décide de fermer l'usine Montefibre à Saint-Nabord dans les Vosges, pour en ouvrir une autre, encore plus moderne en Italie. Mais, comme le déclarait le dégégué CFDT devant les 1 039 salariés, ce géant a oublié une «petite chose», «un grain de sable» qui risque d'enrayer la machine : la volonté de lutte unanime des travailleurs.

Dès que la direction annonce, début juillet, son intention de démanteler l'usine, les «Montefibre» décident unanimement d'occuper l'usine, de continuer une production minimale pendant les congés, de lutter jusqu'au bout contre les licenciements.

«Vivre et travailler dans les Vosges»

Après la fermeture de Boussac, d'Usinor-Thionville, après les licenciements de Wendel-Sidelor, etc. la fermeture de Montefibre serait une catastrophe pour des milliers de familles de la région-est. Mais les «Montefibre» passent à l'offensive : *«Nous ne voulons pas devenir une réserve pour touristes».*

Refusant le symbole du cercueil qui signifie la défaite, le délégué CFDT déclare : *«Camarades, fêtons ensemble la naissance de Montefibre, usine occupée».*

Des commissions sont créées. Une manifestation régionale a lieu à Remiremont. Des contacts sont pris avec d'autres usines en lutte comme Schlumpf...

«France-Italie : même patron, même combat »

Ce slogan écrit en gros caractères sur une banderole à l'entrée de l'usine reflète la volonté de lutter ensemble au niveau de tout le trust. . Des contacts sont pris avec les travailleurs d'Akenar-Montefibre en Italie qui luttent depuis 4 ans contre les licenciements. Les travailleurs italiens regroupés dans un comité de lutte et dans les syndicats envoient un message chaleureux où ils proposent une *«rencontre pour trouver des formes de lutte communes».* Une délégation italienne vient à Saint-Nabord le 8 août. A l'assemblée générale, elle déclare : *«Tous les travailleurs sont unis audelà des frontières. Combattons ensemble pour abattre le système capitaliste !».* Le délégué CFDT prend la parole : *«Camarades, il faut mettre en place une stratégie internationale de lutte de classe contre Montedison ; il faut coordonner nos luttes contre l'exploitation des travailleurs. Contre la multinationale Montedison, aidée par les gouvernements capitalistes en place, les travailleurs de tous pays se lèvent et luttent».*

Une délégation de Saint-Nabord est envoyée à Milan pour participer à la manifestation contre la restructuration du trust. La lutte ne fait que commencer !

Quelles perspectives ?

Plusieurs problèmes se posent. Des militants syndicaux et des travailleurs craignent de voir leur lutte détournée sur le terrain des cadres qui, comme ils le disent *«ont toujours été du côté du patron pour nous exploiter, alors on se méfie».* D'accord pour que les cadres prennent part à la lutte, mais qu'ils acceptent la direction des ouvriers !

Mais il n'y a pas que les cadres. Les dirigeants du PCF tentent eux-aussi de détourner la lutte en basant toute leur propagande sur *«la défense de l'outil de travail».* Or, pour les travailleurs, l'objectif de la lutte n'est *pas de protéger le capital du patron,* mais bien *de lutter contre tout licenciement.*

Les travailleurs de Montefibre sont conscients que seule une authentique unité *de lutte de classe* basée sur la défense *des plus exploités* permettra la victoire.

Non à la collaboration de classe !

Vive la lutte classe contre classe !

Claude LIRIA



La manifestation de Remiremont le 30 juillet.

LES PROPOSITIONS CGT

Préparez-vous à retrousser vos manches...

Jacques DUROC et Guy LEBRETON

«La politique contractuelle pourra prendre véritablement son sens et acquérir un contenu sans précédent, favorisant une coopération fructueuse entre ce que l'on pourra appeler à juste titre alors «des partenaires sociaux».

C'est en ces termes que Krasucki, présentant les «positions et solutions de la CGT» dans le N° 1016 de son organe officiel, «Le Peuple», les situait clairement dans la perspective d'une victoire de la «gauche» en 78. Les dirigeants de la CGT, qui sont en même temps dirigeants du PCF, n'ont jamais caché leur volonté d'amener les travailleurs à coopérer avec un éventuel gouvernement de «gauche», ni d'ailleurs qu'un tel gouvernement n'instaurerait nullement le socialisme : il se bornerait donc à gérer le capitalisme, et la «politique contractuelle» de Krasucki est bien de même nature que celle de Bergeron, de même que la «coopération fructueuse» souhaitée par les dirigeants de la CGT a la même odeur que la participation gaulliste.

Beaucoup de travailleurs sont conscients de cela, mais nombreux sont aussi ceux qui pensent qu'ils en tireraient quelque avantage.

Voyons cela de plus près, par exemple sur le problème de l'emploi.

Si les auteurs du document sont très loquaces à propos de leur «nouvelle politique économique», ils sont beaucoup moins bavards sur la garantie de l'emploi. Quelques lignes suffisent à le montrer (P. 15 et 16) :

1) «Droit à l'information complète et contrôlable» des salariés ;

2) «Droit réel de discussion pour les syndicats et les représentants du personnel sur les mesures susceptibles d'entrainer des compressions d'effectifs, des licenciements...» ;

3) «Droit de recours pour les syndicats et les représentants du personnel à des instances paritaires et à des instances juridiques» ;

4) «Pas de licenciement sans reclassement préalable et équivalent»... «Principe qui ne saurait être transgresser en aucun cas»... Ce qui n'empêche pas qu'il soit demandé quelques lignes plus loin une garantie de ressources «pour ceux dont le reclassement dans un emploi équivalent n'a pu être assuré» ou «pour tout salarié privé d'emploi par son employeur et qui est inscrit comme demandeur d'emploi» !

Quant au travail temporaire, il doit «faire l'objet d'une réglementation stricte» (on peut voir dans ce présent bimensuel comment on sait déjà tourner celle qui existe à l'«Humanité»).

C'est tout et c'est bien peu !

Voyons donc les «réformes de structure», la «nouvelle politique économique» que nous promettent les dirigeants de la CGT et «qui créera des emplois» nous dit-on sans plus de précision.

Les réformes de structure ?

Ce sont essentiellement les nationalisations. Ce que l'on nous en dit, c'est que *«les entreprises nationalisées... sont porteuses d'effets importants et positifs pour les travailleurs et pour créer une nouvelle productivité résultant de l'initiative, du progrès de la qualification et des conditions nouvelles de coopération des travailleurs combinées à un essor du progrès technique».* (P. 55)

Effets importants et positifs pour les travailleurs ? La «nouvelle politique industrielle» en précise le sens : elle *«prendra pour axe le rôle central de*



Déjà en 1946 quand la «gauche» était au pouvoir.

la force de travail dans la prise en charge du développement des forces productives... et visera à promouvoir sur cette base un essor de la productivité sociale»...

Ainsi, le moyen de créer des emplois, le moyen de réduire la crise, les dirigeants de la CGT le voient tout simplement dans «l'essor de la productivité sociale», obtenu en tirant plus de la force de travail ! C'est un langage que l'on trouve habituellement chez les patrons : c'est bien ce que se proposent de devenir les chefs de la CGT !

Et là, ils ont des idées, pas nouvelles non plus : ils envisagent, pour «améliorer» l'organisation et les conditions du travail, de faire appel non pas aux travailleurs, bien sûr, mais aux «ergonomes» (*) et autres «spécialistes compétents en la matière» (les chronos peut-être ?) !

Ainsi, ils espèrent camoufler sous une apparence pseudo-scientifique l'accroissement des rendements et des cadences : méthodes bien connues aux Etats-Unis comme en URSS, ces pays en pointe en matière d'exploitation !

La démocratie ?

Ils en ont plein la bouche, mais elle se résume à renforcer le rôle des responsables syndicaux dans la gestion de l'économie :

«Doter de pouvoirs étendus... le conseil économique et social, les commissions sectorielles du plan et les comités économiques et sociaux régionaux» après y avoir «donné un poids nettement accru aux représentants syndicaux des travailleurs» ;

Même chose pour les comités d'entreprise et les conseils d'administration dans le nationalisé.

Voilà l'essentiel des «réformes institutionnelles» qu'ils préconisent. (P. 57, 58, 59)

Et avec ça, les moyens nécessaires : nombre de représentants, temps de délégation, locaux, matériels, personnels, budget, etc.

Pour les travailleurs ?

Ils ont le droit, parfois (pas au conseil économique et social, bien sûr), d'élir leurs représentants et de les entendre, parfois aussi. C'est tout !

Et cette «démocratie» ne va pas jusqu'à demander de supprimer par exemple la loi anticasseurs qui permet de condamner tant de travailleur en lutte ; il n'est d'ailleurs pas question de lutte, à plus forte raison de démocratie dans la lutte, puisqu'il n'y a plus de lutte mais «coopération» avec le «vrai partenaire social» que serait un gouvernement d'Union de la gauche !

(*) L'ergonomie est l'étude des gestes de l'ouvrier face à la machine, le but étant de les simplifier au maximum... pour tirer le maximum de l'ouvrier !

«... Pour une action convergente avec le gouvernement de gauche» répond l'écho CFDT

Pour la CFDT, qui vient aussi de se doter d'une plate-forme pour 1978, ou en fonction de 1978, on ne sort pas non plus du schéma qui montre un éventuel gouvernement de gauche comme un partenaire privilégié des organisations syndicales. Que Séguy et Maire puissent négocier, se concerter et s'entendre régulièrement avec Marchais et Mitterrand, voilà qui ne surprendra aucun travailleur conscient.

«Nous entendons négocier cet ensemble de propositions avec un gouvernement de gauche, dès sa mise en place, pour assurer l'avenir et engranger des acquis irréversibles, quels que soient les aléas ultérieurs».

C'est ainsi qu'E. Maire présente le sens et la portée de la plate-forme CFDT («Syndicalisme» du 16/6/77, page 4). Un peu plus loin, il déclare crûment :

«Demain aussi, le succès commun appelera une confiance active et agissante des différentes forces populaires, une action convergente de la classe ouvrière et du gouvernement de gauche contre le patronat».

Edmond Maire a le mérite de parler clair, son rêve c'est d'entrainer la classe ouvrière à la collaboration avec un gouvernement de gauche, contre le patronat ajoute-t-il . Le vieux mythe de la participation cher à De Gaulle s'est réfugié dans les plates-formes CGT et CFDT.

Quant aux objectifs proposés, s'ils n'abordent pas comme la CGT le savoureux *«essor de la productivité sociale»* sous la baguette des dirigeants de la gauche, les technocrates de la CFDT en restent au vœu pieux et prudent sur le chômage : *«Il faut résorber le plus rapidement possible le chômage actuel»* (idem p. 13) et assurer la *«garantie d'un reclassement... quand la suppression d'emploi ne peut être évitée»* (idem p. 14).

Les patrons ont toujours affirmé que les licenciements sont inévitables, économiquement parlant. Quelle est la différence, et qui, en fonction de quoi jugera que le licenciement est inévitable ? Le comité local comprenant des employeurs, des syndicalistes et des représentants des collectivités locales, répond la plate-forme.

En somme rien de concret et on ne peut même pas dissimuler que les patrons seront présents directement dans tous ces organes «démocratiques» pour mieux lutter contre le patronat sans doute !

Tout le reste est à peu près du même tonneau, les 35 h par semaine sont envisagées comme une réduction progressive mais aucune échéance n'est fixée (faut pas mettre en danger le gouvernement avec des promesses concrètes, camarades !). Petite discordance avec la CGT, la plate-forme CFDT propose l'interdiction de l'intérim. Cela n'est pas suffisant pour rehausser la valeur d'un tel document dont le fond reste la propagation d'illusions sur la conquête du pouvoir par les travailleurs pour édifier le socialisme à tous les niveaux de la société.



La colère gronde chez les cheminots

De Bordeaux, nous avons reçu un important courrier sur les luttes menées par les roulants du dépôt de cette ville et qui ont mobilisé jusqu'à 95 % des cheminots. En voici des extraits :

«Alors que le mouvement s'est déclenché, la bourgeoisie fait une propagande mensongère contre les roulants. On peut lire dans le journal régional sud-ouest que ce sont les travailleurs qui empruntent les omnibus pour leur travail qui feront les frais de la grève.

»Certains cheminots, soucieux de l'unité de la classe ouvrière, cherchent alors à riposter à cette propagande habile et trompeuse. Les quelques bonzes en profitent et disent : «il faut à tout prix que les grévistes assurent le service des omnibus pour les travailleurs gênés». Les roulants grévistes rassemblés, hésitent, discutent, flairent une manœuvre douteuse. Deux trains-omnibus passent au même instant. Alors un roulant s'adresse au chef révisionniste : *«Tu vois, tes trains, ils circulent ; d'autres dépôts ne sont pas en grève ; conduire ces omnibus, c'est tomber dans le piège de la direction !».* Comme la discussion n'aboutit pas, un roulant propose un vote. Le bonze fait obstruction ; alors un autre riposte : *«C'est simple, pas de vote, que ceux qui sont pour assurer les omnibus restent ici, les autres de l'autre côté avec moi, comme cela ce sera vite réglé».* Bilan : une dizaine d'un côté (dont les 3 chefs révisionnistes) et la masse des roulants de l'autre»

Le lendemain, les roulants discutent deux propositions : la première des 3 syndicats : CFDT, FO, FGAAC, la 2e des chefs CGT.

«Plus l'heure tourne, plus la base soutient la 1e proposition, plus les 3 révisionnistes dans l'impasse s'affolent, s'énervent, haussent le ton. Ils attaquent de nombreux roulants, traitent les uns de briseurs de grève, les autres d'anti-unitaires, etc...

Trois heures durant, ils bloquent toute avancée de la discussion, rejettent les compromis d'unité proposés, sèment la division...»

Un à un, les roulants écœurés quittent l'assemblée générale.. Un dirigeant CFDT propose alors un vote indicatif. Les 2 propositions sont inscrites sur un tableau ; mais à cause de l'obstruction, le vote ne peut avoir lieu. Alors des roulants vont inscrire un à un leur nom sous la proposition qu'ils soutiennent avant de quitter la salle. Bilan : d'un côté du tableau, 30 noms sous la première proposition, de l'autre côté un seul : celui du chef de la CGT.»

Notre correspondant qui montre aussi le travail des marxistes-léninistes et joint un exemplaire de «La Vérité», bulletin de la cellule P. Sémard du PCMLF, peut conclure que dans un tel dépôt qui fait figure de citadelle révisionniste (70 roulants sur 560 au PCF), le PCF se révèle être un colosse aux pieds d'argile.

Imposons l'embauche définitive des saisonniers



Pour atténuer le manque d'effectifs, accentué par les départs en congés annuels du personnel, les directions embauchent pour un ou deux mois ce qu'elles appellent des saisonniers. Pour une grande part, ces jeunes travailleurs (lycéens, bacheliers, étudiants, chômeurs) n'ont aucune perspective d'emploi à la rentrée. Après enquête, nous avons constaté qu'un grand nombre désirait conserver leur emploi après la durée de leur contrat afin d'être embauchés à titre définitif. L'année dernière, des luttes ont été menées (fin août, début septembre) au Landy à Paris-Clignancourt et plus généralement dans tous les centres de tri, dans les hôpitaux (Corentin-Celton) etc. pour transformer ces contrats-saisonniers en contrats à durée indéterminée.

Des succès ont été obtenus, mais mal préparées, ces luttes n'ont pas eu l'ampleur nécessaire.

Pour les impulser dans toutes les branches, il faut dénoncer la campagne mystificatrice de Barre «sur l'emploi de jeunes» et les trahisons des directions syndicales sous la houlette du Programme commun. Il faut :

– recenser les gars qui veulent rester

– mener la lutte au niveau syndical pour que l'ensemble du personnel soit informé (tracts, assemblée générale)

– se préparer et préparer les gars eux-mêmes à leur maintien coûte que coûte dans leur service.

Un postier marxiste-léniniste

NAUSSAC 77

10 000 PERSONNES POUR DIRE

NON AU BARRAGE

De notre envoyé spécial

Les 6 et 7 août, c'est 10 000 personnes qui sont venues apporter leur soutien aux habitants de la vallée de Naussac en Lozère contre le projet de barrage imposé par l'État. C'est là manifestement un important succès pour les habitants de la vallée et constitue un encouragement pour continuer le combat.

Naussac, c'est 53 familles paysannes vivant de leur travail dans la vallée la plus fertile de la Lozère. Le barrage construit, ce serait 1 280 ha de la vallée inondée l'hiver et transformée en mare boueuse l'été à la décrue.

On a voulu présenter les paysans de Naussac comme s'opposant au progrès. L'État voulant justifier sa nécessité par les besoins futurs en eau de la ville de Clermont-Ferrand. Seulement rien n'est plus faux. Les habitants de Naussac ont dénoncé ce projet de barrage parce que de l'aveu même de l'Administration, il serait construit à cet endroit parce que le coût de fabrication serait le moins cher. On sait en effet que le barrage aurait pu être construit dans les gorges de l'Allier à 5 kilomètres , là où il n'y a que terres stériles et aucune habitation.

Cette situation est bien connue de tous dans la région car ce projet ne date pas d'aujourd'hui. C'est depuis 1945 que les paysans s'y sont opposés avec fermeté.

Seulement, le pouvoir ne veut rien entendre que la loi du profit maximum. Les travaux préalables à la construction ont donc commencé cet hiver.

C'est pourquoi, une nouvelle fois, les habitants de la vallée et leur comité de défense avaient organisé les 6 et 7 août un grand rassemblement de soutien à leur combat.

Beaucoup de participants étaient venus pour les deux journées et campaient dans des terrains prévus à cet effet. Un champ à mi-distance entre le village et le lieu du projet de barrage



(fortement gardé par plusieurs centaines de gardes-mobiles) formait le lieu principal de rassemblement : tribune pour le meeting, stands des organisations et journaux soutenant la lutte dont celui de l'Humanité rouge et de la Faucille — accueil des participants, buvette et sandwichs.

Le samedi soir, malgré un sol détrempé par les pluies de juillet, plusieurs milliers de personnes étaient venues au meeting central écouter divers orateurs invités par le comité de défense. Ce dernier présenta le programme de la journée de dimanche et réexpliqua les buts de ce rassemblement.

La presse était venu en force — jusqu'aux télévisions belge et allemande — sans doute pour beaucoup dans l'espoir d'incidents spectaculaires qui auraient détourner l'attention de l'opinion publique des véritables buts de la lutte.

Seulement malheureusement pour eux, rien ne se produisit ou ne put se produire grâce à l'organisation par le comité de défense d'un important et efficace service d'ordre auquel participèrent de nombreux militants communistes de l'Humanité rouge.

Devaient prendre la parole à ce meeting un paysan de Naussac, âgé de 80 ans, qui sut par des paroles simples et sages, montrer la détermination des paysans de toutes générations de la vallée contre ce projet.

Jean-Pierre Chabrol, écrivain cévennol célèbre, prit la parole et dénonça avec éclat, talent et humour l'incapacité des hauts fonctionnaires et incita à la vigilance vis-à-vis des partis de «gauche».

Prirent aussi la parole le mouvement occitan «Nous voulons vivre au pays», ainsi qu'un représentant du Comité Larzac. Un message du Comité régional du PCMLF fut donné au Comité de défense parmi plus de 100 messages de soutien.

Le lendemain, le matin plusieurs forums de discussion étaient organisés sur le terrain tandis que des centaines de voitures arrivaient pour participer à la marche de l'après-midi.

La marche regroupa plusieurs milliers de personnes malgré les importants barrages de gardes-mobiles qui bloquaient l'accès de plusieurs routes menant au village. Les tracteurs de plusieurs paysans du village ouvraient la marche. Une intervention fut prononcée au village accompagnée de la plantation symbolique d'un arbre sur la place principale.

Naussac vivra ! Naussac vaincra ! La population déterminée à rester sur sa terre et unie sur cet objectif, bénéficiant d'un large soutien ne peut pas perdre.

Lucien NOUVEAU

LA POSITION DE L'UNION DE LA GAUCHE

Au niveau des syndicats agricoles ou paysans, seul «Paysans-Travailleurs» apporte à cette lutte son soutien national.

La FNSEA ne soutient pas et ce n'est pas par hasard. Des dirigeants de la FNSEA sont en effet au conseil d'administration de la SOMIVAL, société chargée du projet de barrage de Naussac.

Le CNJA lui non plus ne soutient pas excepté le CDJA de Lozère qui soutient la lutte des paysans de Naussac pour la défense du foncier.

Quant aux partis de droite comme de gauche, chacun sent les élections législatives venir. On a vu ainsi des politiciens de droite — celle au pouvoir qui veut ce barrage — retourner leur veste et s'interroger sur le bien-fondé de ce projet.

Quant à la gauche, ils ne sont pas en reste pour les revirements spectaculaires. Au niveau local, le PS et le PCF se déclarent contre le barrage après une longue période d'expectative, voire même de franche hostilité aux paysans de Naussac et au Comité de défense.

N'a-t-on pas vu l'an passé, des responsables du PCF de la CGT traiter d'irresponsables les opposants au projet et interdire à Florac à des travailleurs de coller des affichettes contre le barrage.

De quel soutien s'agit-il aujourd'hui ? Le PCF ne se dit plus pour le barrage, mais regrette simplement que la décision n'ait pas été prise «démocratiquement». Le PCF fait semblant d'oublier que le Conseil général du Puy-de-Dôme — à majorité Union de la gauche - a voté pour le barrage. D'ailleurs, un tract récent du PCF ne dit-il pas «si toutefois le barrage s'avérait nécessaire...».

Le PCF n'a pas participé à la marche du 7 août en prenant prétexte des risques de «provocations». Malheureusement pour lui, aucun incident n'a eu lieu. Il faudra qu'il trouve autre chose car les élections approchent vite.

Flamanville

UNE NOUVELLE ETAPE

Un coût de 1 000 milliards d'anciens francs, pour 20 ans d'existence, des paysans expropriés, 2 000 hectares de terres rendues inutilisables par des couloirs de ligne transportant 700 000 volts sans compter les dangers de radiation de l'eau, de l'air et de la terre ; voilà le projet de centrale nucléaire de Flamanville dans le Nord-Cotentin.

C'est contre ce projet et contre la présence à La Hague de la plus importante usine de retraitement de déchets radio-actifs — déjà en fonctionnement depuis plusieurs années — que s'étaient rassemblées, près de Beaumont-sur-Hague, 5 000 personnes durant les journées de samedi et dimanche. Le rassemblement avait été appelé par le CRILAN (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire) et était soutenu par plusieurs syndicats, mouvements et partis politiques.

On notait la présence de stands, tels que ceux de la CFDT, de «Paysans-Travailleurs», du comité d'agriculteurs contre la centrale, ainsi que de notre journal. Beaucoup de débats contradictoires devaient avoir lieu sur les perspectives de lutte, sur les perspectives des législatives prochaines, sur le refus de participation des partis de l'Union de la gauche au rassemblement, sur la «grève» d'EDF-GDF inspirée par le PCF ; des débats également sur la violence, sur les nationalisations. Débats auxquels participèrent les militants communistes de l'Humanité rouge.

On regrettera seulement qu'il n'y ait pas eu de meeting central qui aurait permis aux organisateurs notamment d'expliquer leurs positions et de tracer des perspectives encourageantes pour l'avenir.

Dimanche après-midi, de nombreux chanteurs intervenaient. Le groupe «Octobre» qui interpréta avec talent des chansons populaires, notamment sur la Sonacotra, l'assassinat de Pierre Maitre ou la chanson du Parti, tranchait non sans recueillir un certain succès.

En permanence, de nombreux participants venaient discuter autour des panneaux expliquant notre position sur le nucléaire au stand du journal. Le fait d'avancer que l'homme en fin de compte peut dominer la nature et que la question du nucléaire est et doit être liée aux problèmes généraux de la lutte anticapitaliste donnait matière à de nombreuses discussions fort intéressantes.

Même type de discussion lorsque fut diffusé un tract du Comité de Parti «Basse-Normandie» du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) dont le contenu était identique.

En conclusion, un rassemblement qui, malgré la pluie de dimanche fut positif et marquera une étape dans la lutte contre Flamanville et La Hague.

Correspondant HR

Rassemblement à Grenoble

Les comités Malville appellent à un rassemblement à Grenoble, lors du procès en appel des manifestants de Malville condamnés à Bourgoin.

LARZAC VIT !



Après Malville, le Larzac a vu l'un des plus grands rassemblements de l'été. Les 103 paysans menacés d'expropriation ont voulu le montrer : même si la grande presse en parle moins, leur combat continue et jouit d'une popularité toujours aussi grande.

L'armée a réussi au moyen de pressions diverses à acquérir un peu plus de 4 000 hectares. Il lui a fallu pour cela installer des postes fortifiés dans les fermes récemment achetées pour empêcher qu'elles ne soient occupées par les paysans. Mais, au prix d'une lutte et d'escarmouches quotidiennes, les troupeaux continuent à paître sur le terrain militaire. D'autre part, le GFA (Groupement financier agricole) a permis pour l'instant de «rattraper» mille hectares. Le projet d'extension du camp militaire est dans l'impasse, grâce au maintien d'un rapport de forces. Le décret de «cessibilité» qui permettrait à l'armée d'exproprier les paysans n'a pas été pris jusqu'à présent.

Le PCF et le PS n'étaient pas représentés au rassemblement. Le PS organisait un campement sé paré à une dizaine de kilomètres. Quant au PCF, il n'y avait même pas appelé, notamment parce qu'il défend l'armée bourgeoise à laquelle s'opposent les paysans. Interrogé sur ce point, Léon Maillet, l'un des «103» a déclaré : «*Il dit qu'il soutient les paysans, peut-être parce que nous sommes des électeurs aussi, mais ce qu'on constate c'est qu'il ne soutient pas la lutte du Larzac*».

Marche en terrain militaire

La marche a été précédée samedi et dimanche par divers meetings et forums. Il y avait foule à ceux qui portaient sur les luttes ouvrières, paysannes et sur le nucléaire où l'après-Malville était au centre des débats.

La «gauche» n'a pas renoncé à récupérer la lutte du Larzac. Elle aurait promis de renoncer, si elle venait au pouvoir, au projet d'extension du camp. Cette promesse suscite certaines illusions surtout à l'égard du PS.

Au meeting des Agastous, le représentant du comité de Millau, tout en affirmant : «Le comité millavois continuera sa lutte après 78 s'il le faut» *a tenu à déclarer :* «l'alternative de la gauche peut donner des changements réels». *De nombreuses protestations l'ont alors interrompu.*

D'une manière générale, les illusions sont fortement battues en brèche par l'attitude de la «gauche» dans les faits. Malville est présent dans tous les esprits et joue à cet égard un rôle irremplaçable dans la prise de conscience. Le représentant des comités Larzac a ainsi déclaré : «Nous étions à Malville, nous sommes solidaires des emprisonnés». *Après avoir dénoncé «la répression sauvage de la droite», il a ajouté :* «Quand aux partis de gauche, surtout avec leur attitude de ces dernières semaines, nous avons de plus en plus de doute sur la société qu'ils nous proposent».

La marche en terrain militaire destinée à montrer la détermination des «103» et ceux qui les soutiennent, a débuté dimanche après-midi. Précédée de 60 tracteurs, une marée humaine multicolore de 50 000 personnes avançait sur 100 mètres de front.

Cette marche s'est terminée par un meeting de lutte au hameau des Agastous, jadis bien vivant et qui sert aujourd'hui de cible aux militaires.

Me Viala, représentant les paysans de la région, déclarait alors : «*Nous devons rester vigilants et continuer notre lutte*».

Jean NESTOR

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE 77 !

Les listes de la souscription permanente sont ouvertes

N'attendez pas pour faire parvenir dès maintenant les sommes collectées !

C'est vous amis lecteurs qui avez permis que notre journal tienne le coup financièrement.

Aujourd'hui encore, nous démarrons une nouvelle bataille pour la souscription. Cette bataille est profondément politique : avoir une presse marxiste-léniniste efficace, répondant aux besoins de la classe ouvrière et des masses populaires, avoir une presse quotidienne et bimensuelle qui tienne la place qu'il lui faut en tant que porte-voix des idées et de la ligne politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France, pour les grandes luttes politiques de 1978.

AMIS LECTEURS, SOUSCRIVEZ ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS !

COMMENT SOUSCRIRE ?

Par tous les moyens possibles : en numéraire, en timbres-poste, mais aussi et surtout par chèques ou par virement postal adressé à notre propre compte :
L'Humanité rouge
CCP No 30 226 72 Centre : La Source

NOTES DE LECTURE

Memed le Mince - Memed le Faucon

Ecrivain turc, Yachar Kemal, sait admirablement parler de son pays et de son peuple. Dans ces romans «Memed le Mince » et «Memed le Faucon», il nous fait vivre la révolte, puis la lente prise de conscience d'un adolescent et, avec lui, de toute une population de la nécessité de se battre. De se battre contre les oppresseurs, et pour une terre à ceux qui la travaillent.

Le cadre historique de ces deux romans se situe quelques années seulement après la première guerre mondiale. Les populations turques ont bouté les impérialistes français hors des frontières de leur pays.

Un gouvernement, issu de la révolution de 1920, avec à sa tête Mustafa Kemal Pacha est installé : «... *Le nouveau gouvernement s'efforçait de mettre fin au pouvoir illimité des petits seigneurs, survivants de la féodalité. Celle-ci depuis longtemps s'écroulait d'elle-même. Mais les nouveaux riches la remplaçaient.*

Une bataille acharnée opposa alors les nouveaux riches à la population...»

MEMED LE MINCE

Dans les cinq villages oppressés dominés par Abdi Agha, la population asservie vit misérablement.

En l'un deux, grandit Memed ; il refuse de se plier à son «maître». Pourchassé par Abdi Agha, il tire sur lui, s'enfuit et prend le maquis, se fait bandit.

Mais, jamais bandit ne fut comme Memed le Mince, car en ruminant sa vengeance, Memed pense : «... un village sans Agha !... »

- Frère Ummet ! dit Memed, si chacun de nous possédait la terre qu'il cultive, qu'en penserais-tu ?

- Ce serait parfait.

- Et si chacun possédait les boeufs avec lesquels il laboure, qu'en penserais-tu ?

- Il ne pourrait rien n'y avoir de mieux au monde. »

MEMED LE FAUCON

Hamza le Teigneux a pris possession des cinq villages et fait payer très cher à la population ses premiers actes d'émancipation. C'est une terreur et une misère jamais vécues que souffrent les villageois. Ceux-ci en veulent d'abord à Memed de la répression qui s'abat sur eux mais finissent par reconnaître leurs vrais ennemis et se dressent contre leurs exploiteurs.

La montagne colonisée

Bien que de conception réformiste, ce petit livre présente un certain nombre de faits et de chiffres qui ne manquent pas d'intérêt.

Pour les groupes financiers, les promoteurs et autres parasites du système capitaliste, la montagne est devenue l'exploitation de «l'or blanc», une véritable industrie de la neige. Les stations de ski sont construites sans tenir compte de l'environnement, des coutumes... La plupart de ceux qui y travaillent sont des «manœuvres saisonniers» et connaissent des conditions de vie et de travail exécrables. L'équipement touristique est conçu avant tout pour les privilégiés.

La montagne c'est aussi un exode rural important : «Plus de 2 000 exploitations agricoles sont abandonnées chaque année dans les Alpes. Entre 1955 et 1967, le massif a perdu 42 % de ses exploitations agricoles».

Dans son dernier chapitre, l'auteur parle de «décoloniser la montagne», de «l'aménager». Il s'en prend essentiellement à ce qu'il appelle la «technostructure» et ne sort pas du cadre du système capitaliste.

(Bruno Cognat. Collection «Objectifs»)

FETE POPULAIRE DE L'ESSONNE

Procurez-vous les vignettes de soutien auprès de militants de l'Humanité rouge de l'Essonne.

ENTREE ET CRECHE GRATUITES

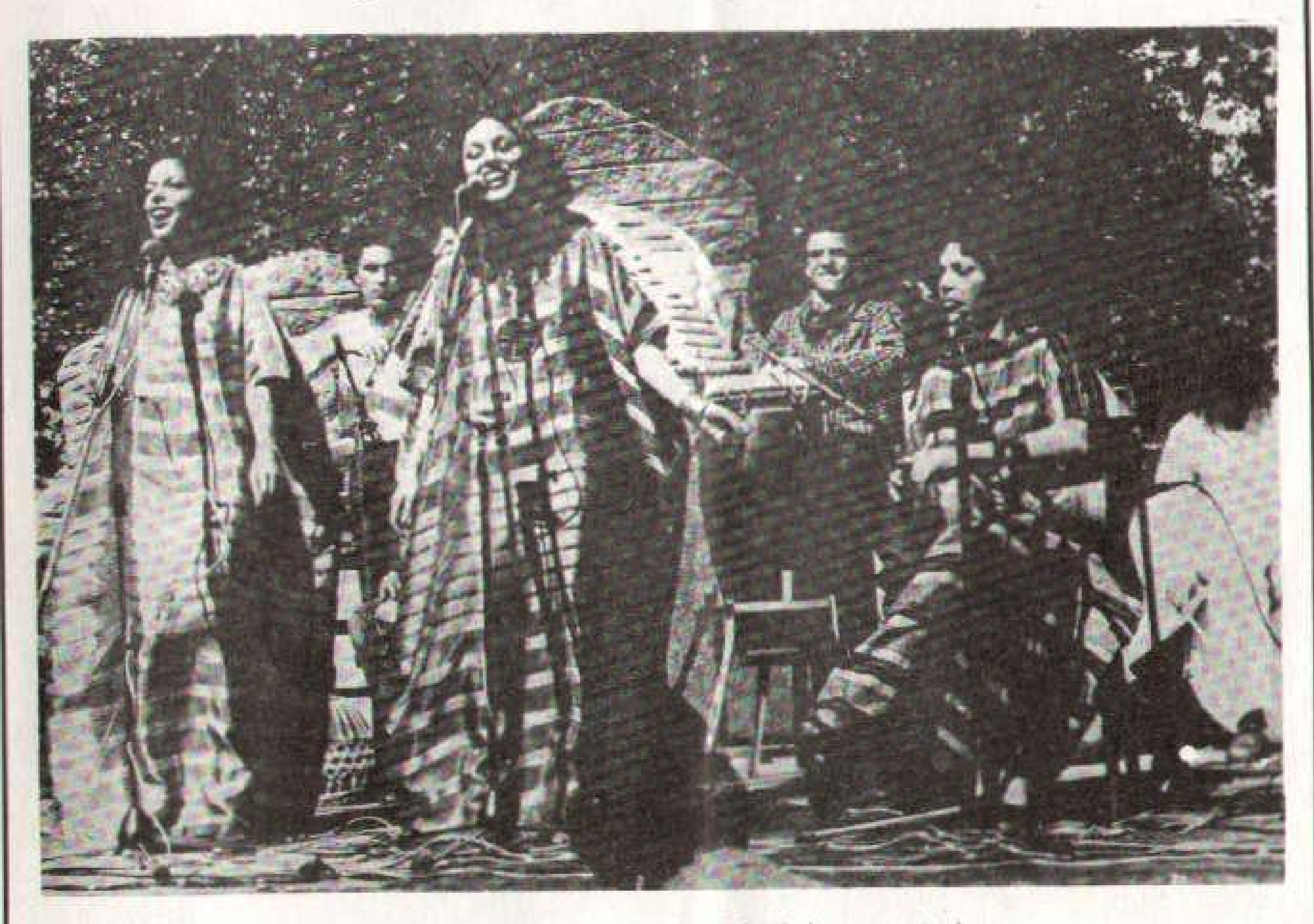
- Tournoi de foot-ball ; cross
- Déjeuner sur l'herbe.
- Nombreux jeux.
- Stands d'entreprise et de villes.
- Films, sketches.
- Spectacles et expositions.
- Forums.
- Diner et bal.

dimanche 18 septembre

BRETIGNY/ORGE

Le groupe Djurdjura

DES ALGERIENNES CHANTENT



Le groupe Djurdjura est composé de 3 chanteuses, accompagnées par 5 musiciens. Leurs chansons sont en kabyle, leur langue maternelle. S'inspirant de la tradition populaire, elles composent elles-mêmes les paroles et la musique de leurs chants.

Les thèmes essentiels qu'elles abordent sont les préoccupations de la femme algérienne, sa lutte pour son émancipation, contre les coutumes patriarcales, etc.

Voici le thème de 2 chansons composées par ce groupe qui sera d'ailleurs présent à la fête de Brétigny-sur-Orge, organisée par l'Humanité rouge :

A BABA (à mon père)

C'est une jeune fille qui se révolte contre son père qui l'a mariée contre son gré à un vieillard (chose qui se passe encore aujourd'hui) :

«Mon père, je ne te pardonne pas, toi qui m'as mangée comme le blé tendre»

TANINNA

Cette chanson aborde le problème de l'éducation et de la scolarisation du peuple et surtout des femmes. Elle montre que les femmes veulent prendre la part qui leur revient dans la transformation du pays.

Claude LIRIA

La colonisation de la Corse

Une histoire peu connue du peuple français

Il y a 222 ans (13 juillet 1755), Pasquale Paoli était élu chef de la nation corse. 14 ans durant la Corse va être une nation indépendante où le peuple participera au pouvoir.

Cette indépendance est le fruit d'années de luttes incessantes du peuple corse pour la maîtrise de son propre destin contre les envahisseurs venus de tous les horizons de la Méditérrannée.

Ce 15 mai 1768, Gênes demande à la France d'occuper militairement la Corse et d'y demeurer jusqu'au remboursement par Gênes d'une somme de deux millions de livres à la France. Le peuple corse est vendu comme vil bétail.

Pasquale Paoli déclara alors : *«Jamais peuple n'a essuyé un outrage plus sanglant. On ne sait trop ce que l'on doit détester le plus, du gouvernement qui vous vend, ou de celui qui vous achète. Confondons-les dans notre haine, puisqu'ils nous traitent avec un égal mépris.»*

Dès lors, la guerre de résistance du peuple corse contre la domination française commencera.

Nous extrayons du petit livre vert du FNLC des passages concernant cette période, cachée autant aux peuples corse que français.

En octobre 1768, à Borgo, les soldats corses infligent une lourde défaite aux troupes françaises. Le corps expéditionnaire français, composé au début de 8 000 hommes, s'élève bientôt à 30 000 hommes. La guerre est impitoyable : le comte de Vaux approuve les massacres d'enfants, de femmes et de vieillards. Il donne l'ordre à ses troupes de «n'épargner ni moissons ni vignes, ni oliviers de ceux qui refuseront de se soumettre».

Le 9 mai 1769, l'armée corse subit une grave défaite à Ponte Novu. Des combats ont encore lieu en Balagne, à Casaconi, Vivariu, prés d'Alacciu et dans le Fiumorbu. Pasquale Paoli, pour éviter un massacre de notre peuple décide de renoncer momentanément à la lutte.

LES PATRIOTES CORSES REFUSENT DE SE SOUMETTRE A L'OCCUPANT FRANÇAIS,

Le 25 septembre 1769, à Oletta, des patriotes dénoncés sont torturés et suppliciés. Leurs maisons sont rasées. A Guagnu, le curé réunit les habitants et jure avec eux de ne jamais se rendre à la France. Il mourra au maquis quelques années plus tard. 40 de ses paroissiens sont suppliciés à mort. (...)

En 1775 dans le Fiumorbu, le général Marbeuf promet l'amnistie à ceux qui déposeront les armes. Abusés, une centaine de patriotes lui font confiance et se rendent. Ils sont égorgés par les sodats français. Des centaines de patriotes sont envoyés dans le bagne de Toulon. 500 y mourront dans des conditions épouvantables. Pendant qu'elle réprimait, la France faisait venir des colons et s'attachait les notables collaborateurs (Buttafoco, Buonaparte).

En 1789, Paoli se rallie aux principes de la Révolution française, espérant que celle-ci va reconnaitre les droits de la Nation corse. Mais Paoli se rend compte très vite qu'il n'a rien à attendre de la bourgeoisie française.

En mai 1793, une Cunsulta générale réunie à Corti proclamme Paoli général en chef de l'Ile et lui donne le titre de Babbu di a patria. (...)

Le 9 novembre 1799, Napoléon prend le pouvoir en France. Il met la Corse hors Constitution et y installe de fait un état de siège qui va durer plus de 20 ans.

Au début de 1800, la révolte éclate dans le Fiumorbu. Elle s'étend en Rocca, Moriani, Tavagna, Balagna. Elle durera trois ans.

La répression française sera impitoyable. Les villages de Zonsa, San Gavinu di Garbini, Isulacciu, Prunelli et Omasu di Fiumorbu, Velonu, Talasani, Poghiu di Tavagna, Forci di Moriani seront incendiés. 40 résistants sont tués à Forci, 80 en Balagna. En Tavagna, une église est mise à sac par les soldats français qui violent et tuent femmes et enfants.

Le 15 décembre 1800, le pouvoir français avec Napoléon crée une colonne mobile (8 000 hommes) chargée de poursuivre et de massacrer, de faire régner la terreur dans les villages les plus reculés. Un tribunal extraordinaire et expéditif, est mis en place. Toutes les libertés publiques sont suspendues.

Le 12 janvier 1803, Napoléon donne les pleins pouvoirs au général Morand. Ce dernier est une brute qui fait détruire le maquis et multiplier les exécutions sommaires. Sous son commandement «on fusille au moins un homme par jour» dira le général Cervoni.

La Corse entière est à feu et à sang. Des révoltes éclatent partout.

Après 1819, la résistance à l'oppression française s'est poursuivie sous différentes formes. La répression française elle aussi s'est poursuivie sous différentes formes. En fait, malgré quelques périodes d'accalmie, résistance et répression n'ont jamais cessé en Corse. La résistance s'exprima aussi sur le plan culturel : 1898 : «A Tramuntana» ; 1914 : «A Cispra» ; 1920 : «A Muvra». (...)



En 1755, les députés de la «Consulta» approuvent la nouvelle constitution de la nation corse